

Sarkozy renforce les mesures racistes pour diviser la classe ouvrière

Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

LO-LCR : aucune alternative à l'ex-gauche plurielle

16 décembre – Semaine après semaine le gouvernement Chirac-Sarkozy renforce l'arsenal de répression raciste contre la population d'origine immigrée, notamment d'origine maghrébine. Le gouvernement, non content d'avoir expulsé des dizaines de milliers de sans-papiers depuis le début de l'année, exige des flics de doubler le rendement. Tout le pays est polarisé depuis des mois sur la question d'exclure des lycées quelques jeunes femmes portant le foulard ; dans cette atmosphère des dizaines de milliers de travailleurs se font exclure, sinon du pays, du moins de leur emploi et de toute forme de subsistance décente. La lutte du printemps dernier sur les retraites s'est soldée par une victoire du gouvernement. Mais, alors que Chirac jouissait d'une popularité exceptionnelle, d'une vague de fond de soutien pour l'impérialisme français à travers l'ONU contre la guerre américaine en Irak, il est ressorti du conflit sur les retraites avec un gouvernement en chute libre dans les sondages. C'est pourquoi la campagne raciste est particulièrement cruciale pour détourner la colère contre ce gouvernement, car elle entretient la fiction que le véritable problème dans ce pays, ce serait non pas le système capitaliste raciste mais les jeunes femmes portant le foulard, les jeunes d'origine maghrébine étiquetés en bloc comme des « islamistes », des « antisémites », des « machistes », des « délinquants », etc. C'est derrière cette campagne que le gouvernement avance le plan de démantèlement de la Sécu pour dans six mois, la remise en cause du droit de grève dans les transports, les privatisations des entreprises publiques avec la liquidation d'acquis qu'y possèdent les travailleurs. Le gouvernement taille dans le vif des allocations des chômeurs et de la durée d'allocation. Il se propose de vider de tout contenu les conventions collectives en autorisant les capitalistes à passer des accords d'entreprise dérogatoires vers le bas, ce qui représente une attaque frontale contre les syndicats.



Patrick Nussbaum

10 octobre 2003 : manifestation des ouvriers de Peugeot-Poissy contre le licenciement de plus de 500 travailleurs intérimaires.

Pour repousser ces attaques il faut tirer la leçon des grèves du printemps sur les retraites. Nous écrivions dans une polémique contre Lutte ouvrière et la LCR de Besançon/Krivine : « tous ces groupes se sont contentés d'appeler les travailleurs à lutter davantage, tout en restant dans le cadre du capitalisme et sans présenter une perspective politique révolutionnaire qui pouvait tracer la voie d'une lutte victorieuse contre les patrons et leur gouvernement. L'extension de la grève elle-même exigeait d'élargir les revendications à d'autres questions pour entraîner le secteur privé avec sa forte composante d'origine immigrée » (*le Bolchévik* n° 165, septembre). Lutte ouvrière et la LCR raisonnaient exactement à l'inverse : elles se refusaient à mobiliser les travailleurs en grève sur des questions comme Vigipirate ou les charters d'expulsions de sans-papiers, car ces questions « divisent » la classe ouvrière. C'est la bourgeoisie qui dresse des couches de la classe ouvrière les unes contre les autres : les « Français » contre les « immigrés », les jeunes contre les vieux, les hommes contre les femmes, etc. Les organisations d'« extrême gauche » y capitulent et



contribuent ainsi à renforcer par exemple les préjugés arriérés de nombreux cheminots grévistes qui pensent que les patrouilles de Vigipirate dans les transports sont là non pas pour terroriser la population d'origine maghrébine et africaine, mais pour que soi-disant les flics protègent la population du terrorisme islamique. Nous pensons au contraire que le rôle d'une direction révolutionnaire est de profiter des luttes des travailleurs pour *élargir* leur champ d'horizon aux questions sociales les plus larges et aux multiples formes que prend l'oppression sous le capitalisme, afin d'unir contre le patronat et son Etat tous les travailleurs et les couches de la population opprimées par le capitalisme. Il s'agit de faire prendre conscience aux travailleurs de la nécessité de renverser tout ce système qui de façon inhérente engendre le racisme et la guerre.

La classe ouvrière tout entière doit se mobiliser en défense de ses frères de classe les plus vulnérables ; c'est ainsi qu'elle peut forger son unité. Nous disons : **Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! A bas les charters et les déportations ! A bas le plan de quadrillage raciste de Vigipirate !** La défaite des grèves du printemps 2003 prouve la banqueroute des directions actuelles de la classe ouvrière, y compris la soi-disant « extrême gauche ». La classe ouvrière a besoin d'une direction, d'un parti, qui combatte les obstacles « de gauche » qui s'abstiennent délibérément de mobiliser les travailleurs pour lutter contre la politique raciste du gouvernement. La classe ouvrière a la puissance pour bloquer le pays, pour fermer le robinet des bénéfices. Mais il lui faut son propre parti, et notre raison d'être c'est de le construire au travers de l'intervention dans les luttes. Un parti qui dise ouvertement que les réformes sont faites et défaites au cours de la lutte des classes, mais que pour écraser de façon décisive l'offensive réactionnaire des capitalistes, il faut une révolution ouvrière.

A bas les exclusions racistes des jeunes femmes voilées !

Un axe central de la campagne raciste contre la population d'origine maghrébine c'est la question du voile dans les lycées. Nous avons à plusieurs reprises pris position sur cette question, y compris dans un tract au mois d'octobre sur le cas d'Alma et Lila à Aubervilliers (voir en dernière page). Notre opposition véhémement au voile, symbole de l'oppression des femmes, ne nous empêche nullement de nous opposer à ces exclusions racistes. Cette campagne s'étend maintenant même aux travailleurs ; le PS est à l'avant-garde, avec le maire de Paris Delanoë qui vient d'exclure pour neuf mois une jeune femme employée à la mairie de Paris comme assistante sociale (*le Monde*, 10 décembre). La commission Stasi préconise maintenant une



Jean Ayssi/AFP

Mars 2003, Achères (banlieue parisienne) : un campement Rom est investi par 150 flics. Les caravanes sont démolies, les sans-papiers expulsés.

loi excluant tout signe religieux « ostensible », en d'autres termes les jeunes femmes musulmanes portant un foulard, et les jeunes hommes israéliens portant une kippa. Cela rappelle, de façon frappante, la ligne antisémite et anti-Arabs du Front national qui a revendiqué une circulaire ministérielle exigeant que les élèves soient nu-tête devant le professeur.

La laïcité telle que la concevaient les philosophes français du Siècle des lumières qui annonçaient la grande Révolution de 1789-1793, c'était que l'Etat n'avait pas à s'immiscer dans les convictions religieuses ou antireligieuses des individus, à une époque où l'Eglise catholique dominait tous les aspects de la vie. Aujourd'hui, au nom de la « laïcité », l'Etat s'immisce dans les communautés essentiellement juive et maghrébine pour dicter leur apparence à l'école ; mais bien sûr les jeunes d'origine catholique pourront continuer à porter une croix (il suffit qu'elle ne soit pas trop « grande ») ou une médaille religieuse au cou, et les aumôniers catholiques pourront continuer à faire du prosélytisme parmi les jeunes non seulement en Alsace-Lorraine, mais aussi dans le reste du pays. En plus tous les signes « politiques » seraient bannis. En d'autres termes, un jeune qui revendiquerait le droit de porter en classe un t-shirt de Che Guevara ou un badge d'ATTAC pourrait se retrouver privé de tout droit à l'éducation. Il s'agit d'une attaque extrêmement sinistre de ce gouvernement réactionnaire, visant à empêcher le mouvement ouvrier de s'adresser aux jeunes et de les gagner à une perspective socialiste. **A bas la proposition de loi de la commission Stasi ! Flics et curés, hors des écoles ! A bas les censeurs bourgeois anticommunistes !**

Suite page 10

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef: Herminio Sanchez Réalisation: Guillaume José
Directeur de publication: Xavier Benoît Diffusion: Mélanie Kelly

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire: n° 0708 I 83528. Distribué par les NMPP
Imprimerie: Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Corrections

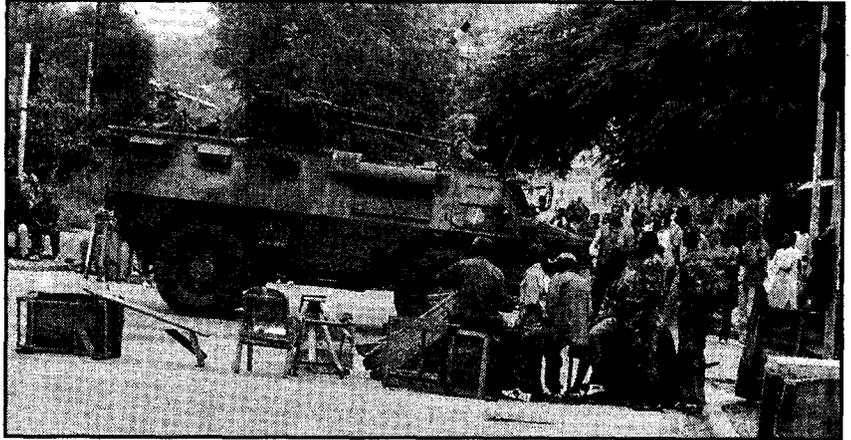
Dans le dernier numéro du *Bolchévik* (n° 165, septembre 2003), quelques erreurs se sont glissées. En page 4, au lieu de « North Eastern Federation of Anarcho-Communist (NEFAC - Fédération communiste du Nord-Est) à Montréal et au Québec », il faudrait lire « à Montréal et à Québec. » Dans le même article, le « Nouveau parti démocrate » s'appelle en fait « Nouveau parti démocratique ».

En page 12 la dernière ligne a malencontreusement sauté, rendant incompréhensible la fin de l'article qui se termine sur cette page. Cette dernière ligne se compose d'un seul mot : « interdit! ».

Troupes françaises, hors d'Afrique !

Le néocolonialisme français à l'œuvre en Côte d'Ivoire

Nous reproduisons ci-après une présentation, revue pour publication, faite au mois de juillet 2003 lors d'une réunion de la LTF. La situation en Côte d'Ivoire reste explosive ; l'impérialisme français alterne les coups bas et les menaces contre les deux camps en conflit. Tout cela confirme ce qui a été dit dans la présentation comme quoi les accords de Marcoussis sponsorisés par Chirac « ne peuvent pas même commencer à résoudre les problèmes. Le conflit peut repartir d'un moment à l'autre et prendre un caractère encore plus sanglant ». Pour nous marxistes cela ne fait que souligner l'importance de nos mots d'ordre : **Troupes françaises, hors de Côte d'Ivoire et hors d'Afrique !**



Issouf Sanogo/AFP

28 septembre 2003 : les troupes françaises envahissent Bouaké, principale ville du nord de la Côte d'Ivoire.

* * *

Lorsque les troupes françaises sont entrées en Côte d'Ivoire en septembre 2002, en pleins préparatifs de l'invasion de l'Irak par les impérialistes américains et britanniques, nous avons lancé en première page de notre journal : « Troupes françaises, hors de Côte d'Ivoire ! » à côté de « Défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste ! » Nous avons dénoncé l'hypocrisie de l'impérialisme français qui se plaignait bruyamment de l'« unilatéralisme » américain dans la guerre contre l'Irak alors qu'il envoyait lui-même – « unilatéralement » et sans aucun mandat de l'ONU – des milliers de soldats en Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire est sous occupation coloniale française. Depuis cet article qui date de janvier 2003, l'interventionnisme de la France sur le continent africain s'est amplifié de manière considérable, reflétant une intensification accrue des rivalités interimpérialistes dans le monde post-soviétique. *Le Parisien* titrait le 14 juin « Le grand retour de la France en Afrique » et publiait une carte montrant une présence militaire substantielle un peu partout sur le continent avec un total de 11 000 soldats déployés : au Sénégal, au Libéria, en Côte d'Ivoire, au Tchad, en République centrafricaine (RCA), à Djibouti, au Congo et au Gabon. Bien sûr contrairement à ce titre, la France n'est jamais sortie d'Afrique ; mais les épisodes comme celui-ci indiquent bien une amplification des rivalités interimpérialistes sur ce terrain. Il est d'ailleurs significatif que dans cette liste seule l'intervention en République démocratique du Congo était sous mandat de l'ONU ! Lequel mandat de l'ONU signifie simplement le permis de tuer impunément. Nous disons : **Troupes françaises hors d'Afrique !**

L'Afrique subsaharienne est une région dévastée économiquement, où le revenu par habitant est en chute libre, où

les guerres civiles se sont généralisées partout sur le continent à quelques exceptions près, qui abrite 70 % de l'ensemble des victimes du sida dans le monde sans parler des autres endémies qui se sont pérennisées telles que la tuberculose, l'onchocercose (cécité provoquée par un parasite), etc. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, qui est pourtant le pays le moins pauvre de cette partie de l'Afrique, la mortalité infantile est énorme : 181 enfants sur 1 000 meurent avant d'atteindre leur cinquième anniversaire ! Et en général les conditions d'hygiène sont déplorables : en zone urbaine, moins de la moitié des ménages disposent d'un approvisionnement en eau courante dans leur logement et un tiers ont accès à l'eau par des robinets ou des puits publics ; quant à la zone rurale, c'est seulement deux tiers qui ont accès à l'eau potable sous quelque forme que ce soit et plus de deux tiers n'ont aucun type de toilette (voir Georges Photios Tapinos *et al.*, *La Côte d'Ivoire à l'aube du XXI^e siècle*, Karthala, 2002). En moyenne en Côte d'Ivoire il y a un médecin pour environ 12 000 personnes et un infirmier pour 4 000. Par ailleurs la Côte d'Ivoire est le pays le plus touché par le virus VIH/sida en Afrique de l'Ouest, avec un taux de prévalence du VIH de 10 à 14 % des adultes ; les estimations indiquaient 800 000 cas en 1997 avec 85 000 nouveaux cas cette année-là, ce qui amènerait le nombre actuel à plus d'un million sur les 16 que compte la Côte d'Ivoire ! Avec la guerre civile et ses conséquences sur l'augmentation des viols et des déplacements de populations, ces estimations risquent d'être très en dessous de la réalité. En ce qui concerne les femmes, leur oppression est particulièrement criante : la polygamie est largement répandue bien qu'officiellement interdite et le crime de l'excision est courant surtout

parmi les populations rurales du nord, du centre et de l'ouest de la Côte d'Ivoire ; certaines informations font état d'un taux de plus de 40 % de femmes qui l'ont subie. Si l'Afrique est dans une telle situation c'est d'abord le résultat de 100 ans de colonialisme suivis de 40 ans de néocolonialisme aux mains de l'impérialisme.

La destruction contre-révolutionnaire de l'URSS a, de plus, eu un impact particulièrement profond dans cette partie du monde. S'il y a une région dans le monde qui a souffert de la catastrophe de la chute de l'Union soviétique, c'est bien l'Afrique. A bien des égards, l'existence de l'Union soviétique et sa victoire dans la Deuxième Guerre mondiale avait fourni un contexte favorable aux mouvements indépendantistes d'Afrique et d'ailleurs ; la Révolution chinoise de 1949 et la résistance des peuples indochinois - c'est particulièrement important pour la France - contre l'impérialisme avaient encouragé ces mouvements. Pendant la guerre froide les pays africains disposaient d'une certaine ouverture pour parfois manœuvrer entre l'impérialisme d'une part et l'URSS d'autre part, pour obtenir certaines concessions de la part des impérialistes. Un exemple d'une telle concession vis-à-vis de la Côte d'Ivoire était la Caistab (Caisse de stabilisation et de soutien des prix des produits agricoles), un système de prix garantis au producteur, mis en place depuis de nombreuses années par le président-dictateur Félix Houphouët-Boigny. La Caistab déterminait chaque année le prix payé aux producteurs locaux en fonction de la fluctuation des prix internationaux, renflouant la caisse en cas de prix mondiaux plus élevés et déboursant une compensation en cas de prix mondiaux plus bas. Comme les prix mondiaux étaient relativement élevés pendant plus de vingt ans, la Caistab a surtout eu pour résultat de générer des milliards de recettes permettant à l'oligarchie ivoirienne de s'enrichir affreusement sur le dos des producteurs. Mais quelquefois, la Caistab a permis de limiter les conséquences des chutes brutales des prix mondiaux. Aussi la Caistab a été la première cible de la Banque mondiale et du FMI dans les an-

nées 1990 : sous le slogan de la libéralisation du commerce, ils ont imposé sa destruction en 1999.

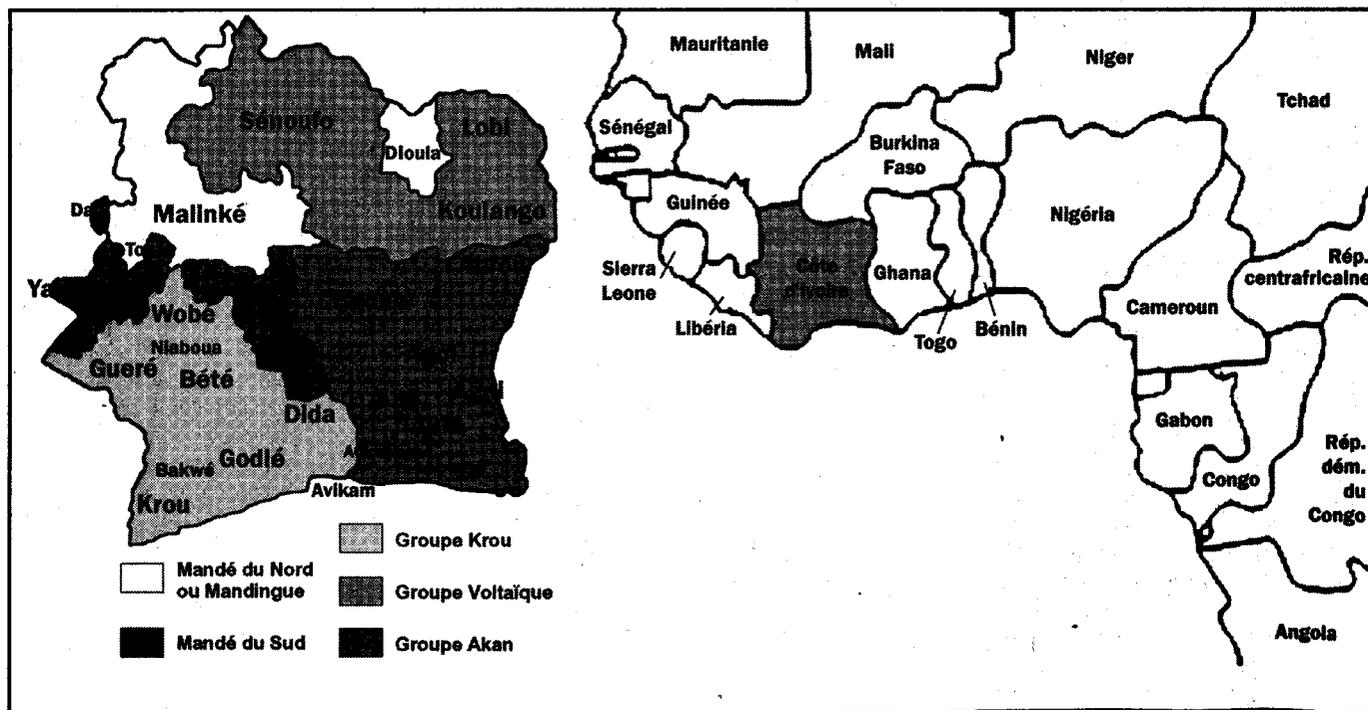
Cette marge a maintenant été brutalement supprimée et ces pays sont livrés à un impérialisme encore plus arrogant et plus brutal et les rivalités interimpérialistes ont été attisées. Cela a amplifié les conflits existants et en a généré de nouveaux. Aujourd'hui il n'y a pratiquement pas un seul pays de la région qui ne soit confronté à des conflits de nature ethnique, religieuse ou autre. Il est parfaitement évident que pour faire face à des pénuries aussi graves que celles que connaît l'Afrique, la seule perspective envisageable est celle d'une économie planifiée à l'échelle internationale.

Etant donné sa position particulière de force sociale installée dans le ventre de la bête impérialiste française, le prolétariat français a une responsabilité toute particulière vis-à-vis de ses frères de classe dominés par « notre » bourgeoisie. C'est ainsi que le Deuxième Congrès de l'Internationale communiste en 1920, qui a établi les fameuses « 21 conditions d'admission des Partis dans l'Internationale » stipulait dans sa 8^e condition :

« 8. Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la 3^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux. »

Il y a une deuxième raison qui fait que ce qui se passe en Côte d'Ivoire revêt une importance cruciale pour les révolu-

Suite page 16



La Côte d'Ivoire est une mosaïque de peuples (à gauche, les principales ethnies et nationalités) ; ses frontières, comme celles des autres pays de la région, ont été tracées artificiellement par les impérialistes.

Hongkong

Expropriez la bourgeoisie !

Cet été, Hongkong a été le théâtre d'une série de mobilisations anticommunistes de masse, soutenues ouvertement, et de manière flagrante, par les impérialismes américain et britannique. Le prétexte de ces manifestations était une nouvelle législation de « sécurité » introduite (et depuis retirée) par l'exécutif nommé et contrôlé par Pékin de cette enclave capitaliste au sein de la République populaire de Chine (RPC). Ces événements mettent clairement en lumière certaines vérités fondamentales qui ont été obscurcies par la croyance largement répandue que la Chine est devenue capitaliste, ou est rapidement en train de le devenir, sous le gouvernement du Parti communiste chinois (PCC).

Malgré plus de deux décennies de « réformes » orientées vers le marché menées par le régime stalinien de Pékin, le noyau de l'économie chinoise demeure collectivisé. La Révolution de 1949, bien que bureaucratiquement déformée dès l'origine, a libéré la Chine continentale des capitalistes et des propriétaires fonciers, ainsi que de leurs maîtres impérialistes américains. La politique conciliatrice du régime du PCC, de Mao Zedong à Hu Jintao en passant par Deng Xiaoping et Jiang Zemin, a permis à Hongkong de devenir une tête de pont pour les forces de la contre-révolution capitaliste à l'intérieur de la RPC. Une révolution politique prolétarienne en Chine, qui chasserait la bureaucratie stalinienne, exproprierait nécessairement la classe capitaliste chinoise à Hongkong, l'ennemi soutenu par les impérialistes au milieu des masses ouvrières et paysannes de Chine.

Quand l'Armée rouge de Mao basée sur la paysannerie a fait son entrée à Pékin en 1949, une grande partie des capitalistes chinois se sont enfuis vers l'île de Taïwan, où ils ont été depuis protégés par la puissance militaire américaine. Un nombre moins important mais néanmoins significatif de capitalistes chinois ont décampé vers l'île-colonie britannique de Hongkong. Le régime de Mao, malgré toute sa rhétorique nationaliste chinoise enflammée et ses prétentions à incarner le socialisme révolutionnaire, n'a jamais remis en cause la souveraineté britannique sur Hongkong.

Après des années de négociations, Hongkong a été transféré en 1997 sous la souveraineté de la République populaire. Sous la formule « un pays, deux systèmes », le régime de Jiang Zemin a garanti qu'on ne porterait atteinte en aucune manière aux droits de propriété des riches financiers et hommes d'affaires de Hongkong. A l'époque, nous écrivions :

« La Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste) se joint à tous ceux qui applaudissent la perte finale de sa dernière grande possession coloniale par l'empire britannique vermoulu, quand l'Union Jack sera replié et remplacé par le drapeau rouge à cinq étoiles de la République populaire. Mais nous lançons une mise en garde : dans les mains de la bureaucratie stalinienne vénale, qui s'est engagée à préserver le système capitaliste de Hongkong, la prise de contrôle de ce territoire est un poignard braqué sur ce qui subsiste des acquis de la Révolution chinoise de 1949. »

- *Workers Vanguard* n° 671, 11 juillet 1997

Tout au long de leur occupation de Hongkong, les impérialistes britanniques ont dirigé cette île comme des maîtres racistes et répressifs. C'est seulement pendant les années

qui ont précédé la réunification qu'ils ont commencé à mettre en place quelques éléments de « démocratie » à Hongkong. Le dernier gouverneur colonial britannique, Christopher Patten, a activement favorisé la formation d'un parti agressivement anticommuniste et pro-occidental, le Democratic Party. Soutenu par une aile de la bourgeoisie de Hongkong, le Democratic Party a acquis une audience de masse auprès de l'importante population petite-bourgeoise de Hongkong – par exemple, le personnel technique et d'encadrement de ses banques, maisons de commerce, entreprises industrielles, etc.

La libéralisation politique du début des années 1990 a aussi permis la formation d'un parti de gauche pro-Pékin, la Democratic Association for the Betterment of Hongkong (DAB – Association démocratique pour l'amélioration de Hongkong). Son dirigeant fondateur se présente comme un marxiste. Beaucoup de ses principaux responsables sont d'anciens « gardes rouges » maoïstes qui avaient donné pas mal de fil à retordre aux autorités coloniales britanniques à la fin des années 1960. Fait plus important, dès sa création la DAB a été largement basée sur une partie de la classe ouvrière, de par ses liens étroits avec la Federation of Trade Unions (FTU – Fédération des syndicats) de Hongkong, qui avec au total près de 300 000 membres en 2000 est la plus importante organisation syndicale de la ville. Beaucoup de dirigeants de la DAB sont aussi d'anciens responsables syndicaux.

A l'approche du transfert de souveraineté, la plus grande partie de la bourgeoisie de Hongkong décida qu'il était tactiquement plus intelligent de collaborer avec le régime de Pékin plutôt que d'adopter une position de confrontation, à la manière du Democratic Party. Ces financiers et industriels « patriotes » n'ont pas adhéré au parti de gauche qu'est la DAB, mais ont formé leurs propres partis, principalement le Liberal Party, avec une idéologie et un programme de « libre marché » explicitement capitalistes. A la suite de la mobilisation anticommuniste du 1^{er} juillet, qui a rassemblé environ



Reuters

Hongkong, 1^{er} juillet : des manifestants brûlent un drapeau communiste dans une manifestation anticommuniste qui a rassemblé 500 000 personnes contre un projet de loi de « sécurité ».

500 000 personnes, c'est le dirigeant du Liberal Party James Tien qui aurait convaincu le chef de l'exécutif de Hongkong Tung Chee-hwa – et derrière lui le pouvoir en place à Pékin – d'abandonner la nouvelle législation de « sécurité ».

La préservation de Hongkong comme enclave capitaliste à l'intérieur de la RPC va de pair avec plus de deux décennies de politique d'encouragement par le régime de Pékin des investissements en Chine continentale de la bourgeoisie chinoise expatriée. Mais les Britanniques, fermement soutenus par les Américains, ont aussi exigé qu'il n'y ait aucune entrave aux activités des partis politiques des classes possédantes de Hongkong, y compris et en particulier le Democratic Party. Ce n'était pas du tout du goût de Jiang Zemin et de ses acolytes.

On aboutit quand même à un compromis. Pékin nommait un exécutif « fort » à Hongkong, dirigé par un ancien armateur, Tung Chee-hwa. L'organe législatif de la ville se voyait doté de pouvoirs très limités, et les élections étaient organisées de telle sorte que le Democratic Party ne pouvait pas prendre le contrôle du parlement, même s'il obtenait une majorité des voix.

Depuis 1997, Hongkong a connu une modification certaine de sa composition sociale, qui affecte aussi le rapport de forces politique local. Les capitalistes de Hongkong ont concentré de plus en plus les investissements industriels sur le continent, où la main-d'œuvre est beaucoup moins chère. Une des conséquences a été une augmentation du poids social relatif de la petite-bourgeoisie, qui bénéficie au Democratic Party et au Liberal Party, au détriment de la DAB, avec sa base principalement ouvrière.

La crise autour de l'Article 23

La crise de l'été dernier a été déclenchée quand l'exécutif de Tung, agissant sans doute sur instruction de Pékin, a proposé une nouvelle législation de « sécurité » sous la forme de l'application de l'Article 23 de la constitution particulière de Hongkong (la Loi fondamentale). Ceci aurait élargi les pouvoirs de l'exécutif de Hongkong en lui permettant de réprimer des groupes et des individus « séditieux ». Si la nouvelle loi de « sécurité » était entrée en vigueur, elle aurait très probablement été utilisée contre les ouvriers combattifs et les militants de gauche, y compris les éléments dissidents de la DAB/FTU, plutôt que contre la droite anticommuniste. En tant que trotskystes révolutionnaires, nous étions contre cette législation, et nous ne faisons aucune confiance à la bureaucratie pour mener à bien une authentique défense de l'Etat ouvrier déformé chinois. Concrètement, la bureaucratie de Pékin n'a aucune intention de nettoyer Hongkong des contre-révolutionnaires bourgeois, parce qu'elle a l'intention de préserver ce territoire comme une enclave capitaliste.

La manifestation du 1^{er} juillet n'avait rien à voir avec la préservation du *statu quo* légal dans la région administrative spéciale de Hongkong. Le Democratic Party ne faisait pas mystère que son but est de prendre le pouvoir politique à Hongkong et de le transformer en bastion anticommuniste, depuis lequel il lancera un mouvement « pro-démocratie » sur le continent. A la veille de la manifestation, le représentant du Foreign Office [le ministère des Affaires étrangères] britannique Bill Rammell a publié une déclaration dénonçant la législation de « sécurité » comme une violation du système judiciaire « indépendant » de Hongkong. Quelques jours plus tard, dans une tribune publiée dans le *Wall Street Journal* (10 juillet), organe autorisé s'il en est du capital américain, James A. Kelly, le secrétaire d'Etat adjoint de

Bush pour l'Extrême-Orient et le Pacifique, félicitait les manifestants de Hongkong pour avoir envoyé un « puissant message que la liberté leur tient profondément à cœur ». Il va sans dire que la seule « liberté » qui tient à cœur aux hommes représentés par le *Wall Street Journal* est la liberté d'exploiter les ouvriers et les travailleurs ruraux de Chine comme ceux du reste du monde.

Initialement, la direction de la DAB/FTU avait soutenu la législation proposée par loyauté envers Pékin. En fait, la DAB et la FTU ont organisé en juillet des contre-manifestations, qui auraient rassemblé 40 000 personnes, contre les anticommunistes, sous les mots d'ordre « La sécurité nationale est la responsabilité de tous » et « Sans l'Etat, nous n'avons pas de maison ». Fin août, cependant, les dirigeants de la DAB ont fait un virage à 180 degrés et ont proposé que toute nouvelle législation de « sécurité » soit différée d'au moins un an. Contrairement aux dirigeants de la DAB/FTU, une organisation trotskyste à Hongkong se serait opposée à l'Article 23, en cherchant à étendre les droits démocratiques existants afin de mobiliser la classe ouvrière, et en particulier les partisans de la DAB/FTU, contre la classe capitaliste de la ville, qu'il s'agisse de ses ailes ouvertement anticommuniste ou « patriote ».

Les deux organisations qui à Hongkong sont identifiées à tort avec le trotskysme – les groupes *October Review* et *Pioneer* – sont en substance des sociaux-démocrates anti-communistes. Le premier s'est mobilisé activement pour la manifestation de juillet, en appelant à un « retour du gouvernement au peuple » (*October Review*, 31 mai). Le groupe *Pioneer* s'est acquiné avec les nationalistes bourgeois réactionnaires du Guomindang pour protester contre le retour de Hongkong à la République populaire de Chine en 1997. Cet été, *Pioneer* faisait partie du « Civil Human Rights Front » [Front pour les droits de l'Homme et les droits civiques] qui a organisé la manifestation anticommuniste du 1^{er} juillet, que *Pioneer* a saluée comme une « première victoire du pouvoir du peuple ».

Bien que ce ne soit pas actuellement possible, les impérialistes américains aimeraient utiliser Hongkong comme base d'opérations pour répéter en Chine continentale la même stratégie politique qu'ils ont appliquée en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique dans les années 1980 et au début des années 1990 : favoriser un mouvement pour la contre-révolution capitaliste au nom de la « démocratie » à l'occidentale. Derrière la façade de la démocratie parlementaire à l'Ouest et ailleurs, il y a la réalité de la domination politique aussi bien qu'économique de la classe capitaliste – c'est-à-dire l'oppression raciale, la persécution des immigrés, l'exploitation brutale, etc.

Dans le cadre de notre lutte pour défendre et étendre les acquis de la Révolution chinoise de 1949, nous appelons à l'expropriation de la bourgeoisie de Hongkong, y compris ses possessions sur le continent chinois. Mais cette tâche, pour être menée à bien, implique la nécessité de chasser la bureaucratie de Pékin, qui par sa politique sape la défense de l'Etat ouvrier chinois, par une révolution politique ouvrière. Nous combattons pour un gouvernement des conseils d'ouvriers et de paysans (soviets), comme celui créé par la Révolution bolchévique de 1917 dirigée par Lénine et Trotsky. Un tel gouvernement en Chine confisquerait les richesses des financiers et autres capitalistes de Hongkong, et utiliserait ces ressources dans l'intérêt des ouvriers et des travailleurs ruraux chinois.

- Traduit de *Workers Vanguard* n°814, 21 novembre

Des manifestations syndicales de masse secouent le Québec

Indépendance pour le Québec !

18 décembre - Depuis plusieurs semaines, les syndicats québécois tiennent des manifestations de masse contre les plans d'austérité du gouvernement provincial libéral de Jean Charest. Le 11 décembre les ports ont été fermés et des autoroutes bloquées par des piquets de masse dans le cadre d'une « journée de perturbation », alors que 40 000 personnes manifestaient à Montréal et dans d'autres villes. Les manifestations doivent se poursuivre début 2004.

Le régime libéral de droite, défenseur de « l'unité canadienne », qui a remplacé le Parti québécois (PQ) nationaliste bourgeois au printemps dernier, veut procéder à la « ré-ingénierie » de la société québécoise par des attaques tous azimuts contre les travailleurs et les déshérités. Toutefois, même si les dirigeants des syndicats québécois - les plus puissants d'Amérique du Nord, regroupant plus de 40 % de la main-d'œuvre - ont été forcés d'appeler à ce grand mouvement de protestation, leur objectif n'est que de revenir à l'époque de la « concertation » - c'est-à-dire la collaboration de classes - avec le PQ nationaliste. Comme l'explique l'article suivant de la Ligue trotskyste/Trotskyist League du Canada, le chauvinisme canadien anglais et le nationalisme québécois qu'il génère sont des obstacles à la conscience et à la lutte prolétariennes. Cet article a été traduit et adapté de *Spartacist Canada* n° 139, hiver 2003/2004 ; les citations sont retraduites de l'anglais.

* * *

Le Parti québécois ayant perdu le pouvoir et le gouvernement provincial étant ardemment fédéraliste à Québec, les dirigeants canadiens se targuent que la question nationale québécoise est maintenant « réglée ». « Mission accomplie », s'est vanté Jean Chrétien alors qu'il se préparait à passer les rênes du Parti libéral fédéral à Paul Martin : « Le pays est plus uni que jamais ». Loin s'en faut. Les sondages indiquent que l'appui à la souveraineté au Québec est remonté à 47 % ; il augmentera sûrement encore face aux provocations chauvines renouvelées venant du Canada anglais et aux plans d'austérité brutaux du gouvernement libéral québécois.

Avec l'encouragement du nouveau régime provincial de Jean Charest, des anglophones du district bourgeois de Westmount et des banlieues de classes moyennes dans le West Island de Montréal s'agitent pour quitter la ville à majorité francophone et pour rétablir des enclaves séparées privilégiées. Le géant de l'électronique Sony a fait scandale



Clément Allard/CSN

Manifestation syndicale contre le gouvernement libéral devant l'Assemblée nationale du Québec le 30 novembre 2003

au Québec quand il a mis sur le marché un jeu vidéo dont le but était d'abattre des « terroristes » d'un « Front de libération québécois », qui s'en prenait aux centres commerciaux et au métro de Toronto.

En guise d'adieu le Premier ministre canadien sortant Jean Chrétien a voulu rebaptiser du nom de son mentor, Pierre Trudeau, l'aéroport de Dorval à Montréal - une insulte qui a aussi provoqué un tollé. De larges couches de la population du Québec détestent Trudeau pour avoir invoqué la loi sur les Mesures de guerre en octobre 1970. Prenant pour prétexte deux enlèvements opérés par le Front de libération du Québec, il avait envoyé l'armée occuper Montréal ; il avait suspendu les libertés civiles et jeté en prison des centaines de nationalistes, de militants de gauche et de dirigeants syndicaux.

D'après des révélations récentes, le gouvernement fédéral était à nouveau prêt à envoyer l'armée

au Québec en 1995 en cas de victoire du « oui » au référendum sur la souveraineté. Ces révélations soulignent, encore une fois, combien le maintien par la force du Québec dans un pays « uni » est une des pierres angulaires du Canada capitaliste. En tant que trotskystes internationalistes révolutionnaires qui luttons contre toutes les formes d'oppression, nous appelons à l'indépendance du Québec. Cette prise de position est une composante cruciale de notre lutte pour faire prendre conscience à la classe ouvrière qu'elle doit renverser le règne des exploités par la révolution socialiste.

Le Québec est une nation distincte qui possède sa propre langue et culture et qui poursuit une ligne de développement de plus en plus indépendante. L'assujettissement des Québécois au joug anglophone du Canada divise profondément la classe ouvrière selon des lignes nationales et sape les perspectives de lutte du prolétariat. Au Canada anglais, les travailleurs sont imbus du patriotisme réactionnaire « pro-Canada » promu entre autres par le Nouveau parti démocratique (NPD) social-démocrate et la bureaucratie syndicale. En retour, cette arriération antiquébécoise pousse la classe ouvrière québécoise - qui est historiquement plus combative - dans les bras des nationalistes bourgeois du PQ et du Bloc québécois. En même temps, les immigrants et les peuples autochtones sont pris sous le feu croisé du chauvinisme et du nationalisme, victimes de la réaction raciste de toutes parts. L'indépendance du Québec éliminerait un obstacle majeur à la conscience de classe prolétarienne en jetant les bases d'une compréhension, au sein des travailleurs des

deux nations, que leurs ennemis sont leurs « propres » exploités capitalistes et non les travailleurs de l'autre nation.

Les plans militaires d'Ottawa contre le Québec

En 1985, après la chute du gouvernement péquiste [du PQ], le pouvoir à Ottawa avait déjà proclamé la « mort du séparatisme ». A cette époque, le soutien pour une « souveraineté-association » même édulcorée était tombé à 15 %. Mais, à peine quelques années plus tard, des centaines de milliers de Québécois descendaient dans la rue avec des drapeaux fleur-de-lysés pour manifester leur colère contre le chauvinisme anglais réactionnaire qui balayait le pays suite à la simple affirmation dans les Accords du Lac Meech que le Québec était une « société distincte ». Quand, en 1995, le référendum sur la souveraineté fut repoussé avec une marge d'à peine 1 %, le Canada était arrivé presque au bord de la partition.

Un nouveau livre de Lawrence Martin, *Iron Man : The Defiant Reign of Jean Chrétien* [l'Homme de fer : le règne provocant de Jean Chrétien], décrit le vent de panique qui secoua le cabinet fédéral libéral quand ses membres se rendirent compte qu'ils pourraient bien perdre le référendum. Pendant que Chrétien préparait un discours déclarant qu'une victoire du « oui » au référendum ne serait qu'un « exercice à titre consultatif », le gouvernement préparait un plan de secours pour envoyer l'armée afin de « protéger les propriétés fédérales ». Le livre cite David Collenette, ministre de la Défense d'alors : « Je me trouvais dans une position difficile.... Il y avait des choses qui se passaient pour lesquelles nous devions nous préparer et dont je ne veux même pas parler. »

Bien sûr, Chrétien nie tout : « C'est de la bullshit [foutaise] », a-t-il déclaré aux journalistes. Mais comme le faisait remarquer Chantal Hébert dans sa chronique du *Globe and Mail* de Toronto (24 octobre) :

« Pour quiconque suivait la scène fédérale lors de ces journées de tension en 1995, la surprise aurait été d'apprendre que la question d'envoyer la troupe contre des troubles civils après la victoire du "oui" ne soit pas venue sur le tapis.... »

« Rien qu'en se basant sur les envolées de rhétorique, on peut dire que des représailles violentes de la part des fédéralistes contre les souverainistes étaient une éventualité plus plausible que l'inverse. »

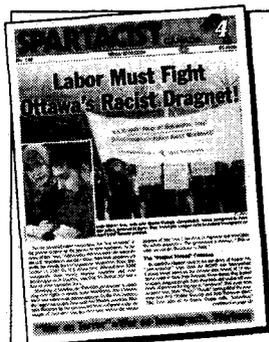
Derrière l'image d'un Canada « tolérant » et « épris de paix », la réalité violente et chauvine du pays est attestée par les préparatifs et les menaces répétés d'Ottawa d'utiliser la force militaire contre les luttes nationales et sociales au Québec. Pendant la Première Guerre mondiale, l'armée fut envoyée au Québec pour « rétablir l'ordre » lors de manifestations nationalistes contre la conscription. Moins de deux ans après que Trudeau avait envoyé les troupes en 1970, plusieurs dizaines d'officiers supérieurs canadiens se rencontrèrent en secret dans un hôtel de Montréal les 18 et 19 avril 1972, afin de discuter de plans pour une invasion et une occupation prolongée du Québec. Étaient aussi présents des hauts gradés de l'armée britannique, qui décrivent leurs expériences dans l'occupation militaire de l'Irlande du Nord.

Ce plan de haut niveau pour la répression

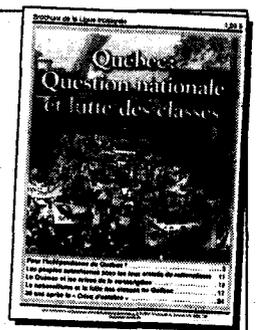
militaire, l'« Exercice Neat Pitch », fut élaboré au milieu d'une agitation sociale majeure au Québec et d'une radicalisation de sa classe ouvrière. Des centaines de milliers de travailleurs du secteur public étaient en plein milieu de la première des deux grèves générales qui allaient secouer la province ce printemps-là. La seconde, qui comprenait le secteur privé industriel, vit des grévistes s'emparer de villes entières au cours de la lutte ouvrière la plus profonde qu'ait jamais vue ce pays. L'histoire de « Neat Pitch », encore largement étouffée dans les médias canadiens-anglais, n'a pu être exposée au grand jour que grâce à l'un des rares officiers francophones présents, le capitaine Jean-René-Marcel Sauvé, qui fut si préoccupé qu'il en filtra un exemplaire à un assistant du dirigeant péquiste Jacques Parizeau (*Presse Canadienne*, 5 avril 2002).

Confrontées à un mur d'hostilité de la part du Canada anglais - le dirigeant néo-démocrate David Lewis appuya ouvertement l'emprisonnement des dirigeants syndicaux québécois - les aspirations de la classe ouvrière québécoise furent canalisées vers le PQ nationaliste bourgeois. Puis, suite à l'élection en 1976 du premier gouvernement péquiste, Trudeau menaçait à nouveau d'« utiliser le glaive » contre toute tentative d'indépendance. Et, même si les détails des préparatifs militaires d'Ottawa en 1995 restent entourés de mystère, on fut témoin de plusieurs provocations militaires dans les mois qui précédèrent le référendum. Le 26 août, un convoi de centaines de véhicules militaires traversa le Québec. Ce même mois, la quasi-secrète *Joint Task Force 2* [unité spéciale] « antiterroriste » conduisit un exercice dans une banlieue à l'est de Montréal. Les résidents d'Anjou furent réveillés au beau milieu de la nuit alors que des soldats descendaient en hélicoptère Twin Huey et lançaient des grenades assourdissantes.

Alors que le niveau de soutien pour la souveraineté grimpa pendant les derniers jours de la campagne pour le référendum, le gouvernement d'Ottawa et des dirigeants de grandes entreprises ajoutèrent le chantage économique à ce mélange détonnant. Paul Martin délirait qu'un million d'emplois seraient perdus si le « oui » l'emportait. Chrétien mettait en garde que les personnes âgées perdraient leur retraite dans un Québec souverain. Des magnats capitalistes comme Laurent Beaudoin, de la société Bombardier, menacèrent de déménager leurs opérations hors du Québec en cas



Journal en anglais de la
Trotskyist League/
Ligue trotskyste
du Canada



Collection d'articles
sur la question
nationale
au Québec

3€ ou 3\$ pour 4 numéros
(hors Canada : 8\$ ou 6€)

1€ / 1\$
(32 pages)

Commande en France au *Bolchévik* ou au Canada à l'adresse ci-dessous

Spartacist Canada Publishing Association

C.P. 6867, succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada
tél. : (416) 593-4138 e-mail : spartcan@on.aibn.com

d'indépendance. Dans les derniers jours qui précéderent le vote, le gouvernement canadien travailla avec de grands dirigeants du monde des affaires pour organiser, à Montréal, un rassemblement patriotique monstre pour « l'unité ». Des entreprises encouragèrent leurs employés à prendre sur leur temps de travail (sans perte de salaire) pour y assister, alors qu'Air Canada et Via Rail réduisaient le prix de leurs billets vers Montréal de 90 % et que les entreprises de téléphone offraient des appels interurbains gratuits, le tout pour bâtir ce rassemblement chauvin qui cherchait à affirmer l'« amour » du Canada.

Le Québec et la gauche

Nous avons appelé à voter « oui » au référendum de 1995 ; notre tract avait pour titre « Il faut rompre l'emprise du chauvinisme et du nationalisme - Indépendance pour le Québec ! » (*Spartacist Canada* n° 106, novembre/décembre 1995). Notre prise de position de principe nous démarquait fortement des groupes « de gauche » qui s'étaient placés dans le camp du chauvinisme anglophone. Le NPD, évidemment, était au centre de la campagne « pro-canadienne ». Le Parti communiste fit aussi campagne pour le « non », publiant un « appel urgent pour un Canada uni ».

A l'arrière-train de cette cabale se trouvait la minuscule secte antisparticiste appelée « Tendence bolchévique internationale » (TBI), dont le tract (publié en anglais seulement) appelait aussi les travailleurs québécois à voter « non » à l'indépendance. La prise de position de la TBI était tellement scandaleuse que leur seul membre au Québec démissionna en dénonçant ce groupe pour son « bloc de fait avec la bourgeoisie canadienne ». La TBI fut même invitée par les organisateurs fédéralistes à participer au rassemblement chauvin pour l'« unité canadienne » à Montréal à la veille du référendum ! Comme le fit remarquer leur ex-membre : « Pour être juste, vous avez bien correctement refusé l'invitation, mais elle n'aurait pas dû être faite pour commencer. Ce que ça soulève, c'est comment l'effort de propagande de la TBI était perçu par le lobby d'affaires de l' "unité canadienne". On vous percevait comme étant du "bon côté" de la ligne de division politique. » (Pour plus de détails, voir « "Bolshevik Tendency" Opposes Quebec Independence » [La « Tendence bolchévique » s'oppose à l'indépendance du Québec], *Spartacist Canada* n° 108, mars/avril 1996.)

Suite à l'étroite défaite du référendum, l'agitation populaire pour l'indépendance s'est atténuée, pendant que le PQ se concentrait sur la gestion du Québec capitaliste sur le dos des travailleurs et des pauvres. Chrétien a saisi l'occasion pour faire passer la loi sur la Clarté, une législation qui nie à toutes fins pratiques le droit démocratique du Québec à l'autodétermination. Les Néo-démocrates ont encore une fois marqué leur adhésion au statu quo canadien chauvin en soutenant l'ordonnance anti-Québec de Chrétien.

Il y a maintenant des éléments parmi la jeunesse militante, notamment chez les anarchistes, qui rejettent la question nationale québécoise comme soit sans importance, soit un leurre du PQ et du Bloc pour endormir les travailleurs et les opprimés. C'est tout ce qu'il y a de plus faux. Il ne suffit pas de souhaiter que l'oppression des Québécois dans l'État canadien n'existe plus pour qu'elle disparaisse : les bourgeois utilisent constamment le chauvinisme canadien anglais et le nationalisme québécois qu'il engendre pour enchaîner les travailleurs à l'ennemi de classe et saper la lutte des classes.

On n'a qu'à prendre les luttes actuelles contre les attaques du gouvernement Charest sur le bien-être social [revenu mi-

nimum pour les chômeurs], les services sociaux et les emplois syndiqués. Les dirigeants syndicaux québécois jurent de « monter aux barricades » contre la « déclaration de guerre » de Charest. En effet, il est urgent que la classe ouvrière lutte, en mobilisant derrière elle les pauvres, les chômeurs et les minorités ethniques du Québec. Mais le but principal des chefs syndicaux est de canaliser la colère accumulée à la base de la société québécoise vers des illusions renouvelées envers le PQ - ce même parti qui, lorsqu'il était au pouvoir, a attaqué les emplois et les conditions de vie des travailleurs, ainsi que les programmes sociaux comme la santé.

Les attaques du gouvernement péquiste ont provoqué une vaste opposition, dont notamment la grève des infirmières de 1999, qui était immensément populaire. Mais maintenant qu'ils sont dans l'opposition, les péquistes et leurs lieutenants ouvriers peuvent à nouveau jouer la carte de la « solidarité nationale » contre le Canada anglais et les politiciens fédéralistes comme Charest. Le chef péquiste Bernard Landry déclama cyniquement que « Nous ne sommes plus en position de créer de l'insatisfaction, et les Libéraux le sont » (*Globe and Mail*, 21 juin).

Les bourgeois anti-ouvriers comme le PQ et le Bloc utilisent les provocations, ô combien réelles, des dirigeants canadiens-anglais pour enchaîner les travailleurs à leurs guêtres. En tant que trotskystes, nous nous opposons franchement au chauvinisme anglophone, et au Canada anglais nous appelons à l'indépendance du Québec ; nous avons les mains propres et sommes en mesure d'expliquer aux travailleurs québécois pourquoi le nationalisme est un obstacle à la lutte pour l'émancipation des travailleurs et des opprimés.

Notre prise de position internationaliste prolétarienne nous démarque clairement des groupes nationalistes « de gauche » - tels que l'Union des forces progressistes (UFP), D'Abord Solidaires, etc. - qui propagent des illusions sur le caractère soi-disant « progressiste » du nationalisme québécois et qui agissent comme groupes de pression sur le PQ et sur ses alliés dans la bureaucratie syndicale. En particulier, l'UFP n'aspire qu'à devenir une version québécoise du NPD, c'est-à-dire un nouvel obstacle social-démocrate à la prise de conscience et aux luttes anticapitalistes.

La Ligue trotskyste/Trotskyist League combat pour forger un parti d'avant-garde révolutionnaire qui se fasse le champion de tous les opprimés. Tout en appelant à l'indépendance du Québec, nous nous battons aussi pour mobiliser la puissance du mouvement ouvrier pour la défense des autochtones et des immigrés, qui font aujourd'hui face à une montée des attaques racistes de la part des dirigeants capitalistes aussi bien anglophones que francophones. Ceci concerne notamment la forte population arabe et musulmane du Québec, qui constitue une cible de choix dans la « guerre contre la terreur » réactionnaire de la classe capitaliste. Les déportations de réfugiés algériens, palestiniens et autres doivent cesser ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

Le « Canada uni » que brandissent la bureaucratie syndicale canadienne-anglaise et, surtout, le NPD, ne mènera à rien d'autre qu'à la poursuite de l'oppression du peuple québécois et au ralentissement de la lutte des classes. Nous combattons pour la seule perspective pouvant souder les travailleurs en lutte - canadiens-anglais et québécois, immigrés et autochtones - contre le régime capitaliste brutal et sanglant qui nous opprime tous. A bas le chauvinisme anglais ! Il faut rompre avec le nationalisme bourgeois ! Pour l'indépendance du Québec ! En avant vers la révolution socialiste en Amérique du Nord ! ■

France...

Suite de la page 2

Dans ce climat réactionnaire on parle de réinstaurer l'uniforme à l'école pour mettre au pas les jeunes et les préparer à la discipline du régiment et de l'usine ; on parle de séparer les sexes à l'école, ce qui inévitablement rabaisserait encore plus l'enseignement pour les filles, qui déjà sont aiguillées vers les enseignements les plus dévalorisés et les moins susceptibles de déboucher sur un emploi qualifié. Ces acquis menacés, de même que la légalisation du divorce et de l'avortement au début des années 1970, sont dans une large mesure issus de la grande grève générale ouvrière de Mai 68 et des grandes luttes sociales de l'époque. A l'inverse aujourd'hui, nous sommes dans un monde marqué par la défaite qu'a représentée la contre-révolution capitaliste en URSS en 1991-1992, qui a encouragé des attaques contre les acquis sociaux des travailleurs dans tout le monde capitaliste, notamment le démantèlement des services publics dans toute l'Europe de l'Ouest. Suite à la défaite des travailleurs au printemps, le gouvernement cherche à revenir sur le droit à l'avortement en tentant d'introduire des clauses légales définissant le fœtus comme une personne humaine.

Ce n'est pas un hasard : pour nous marxistes la société est divisée en classes sociales, définies par leur rôle dans la production des biens. Toute l'histoire humaine depuis l'émergence de l'agriculture est animée à un niveau fondamental, non pas par les passions et intrigues des grands, mais par la lutte des classes sociales, avec laquelle monte et reflue le progrès humain général. Avec la Révolution de 1789, la bourgeoisie, nouvelle classe montante des villes, a pris le pouvoir politique et a liquidé l'ancien système féodal basé sur le servage, qui représentait un obstacle au développement des forces productives. Aujourd'hui cette classe jadis progressiste est devenue entièrement réactionnaire, plonge des régions entières du monde dans la misère et la guerre et menace l'humanité elle-même d'un holocauste nucléaire. Le prolétariat doit lui arracher le pouvoir politique et reconstruire la société sur une base collective planifiée au niveau international. Comme nous l'écrivions dans le dernier numéro de notre journal :

« La vague de grèves [du printemps 2003 en France] a montré une nouvelle fois que fondamentalement cette société est divisée en deux classes sociales fondamentales : la bourgeoisie avec son Etat, qui possède les usines et l'ensemble des moyens de production, et le prolétariat qui y produit toutes les richesses, y compris la plus-value que s'approprient les capita-

listes en ne laissant aux travailleurs que le salaire qui leur permet à grand-peine de se maintenir et de se reproduire. Entre ces deux classes sociales fondamentales il y a une énorme masse petite-bourgeoise (y compris les enseignants, les acteurs, etc.) qui oscille entre les deux mais dans cette lutte s'est mobilisée dans l'intérêt des travailleurs et le sien. C'est de par sa position dans la production matérielle que le prolétariat a la puissance sociale pour non seulement arrêter la production (dans la grève), mais aussi l'intérêt historique à renverser l'ensemble de la classe capitaliste. »

LO et la LCR prétendent œuvrer dans l'intérêt des travailleurs et des opprimés. Mais dans l'affaire du foulard ils ont servi d'avant-garde... à la classe capitaliste, en se faisant le fer de lance de la campagne à Aubervilliers pour exclure les jeunes femmes voilées. Cette campagne a lancé le débat qui est aujourd'hui au centre de la vie politique : faut-il une loi contre le foulard à l'école, ou « seulement » une circulaire ministérielle ? Derrière le foulard islamique il y aurait l'intégrisme islamique, et derrière l'intégrisme, le terrorisme : c'est avec ce raisonnement que la bourgeoisie veut renforcer l'Etat capitaliste, qui n'est pas une force neutre, encore moins une force pour la libération des femmes, mais l'institution centrale pour mettre en œuvre la répression de la classe ouvrière et des opprimés dans l'intérêt de la propriété privée et de la domination de classe de la bourgeoisie.

Pendant les grèves du printemps LO et la LCR, qui jouaient un rôle particulièrement important chez les enseignants, ont surtout péché par omission avec leur silence sur la question du racisme. Ils ont renforcé leur influence dans ce secteur de la petite-bourgeoisie. Mais ils l'ont utilisée à la rentrée non pas pour relancer la lutte mais pour la détourner vers le problème du foulard à l'école. On ne peut même pas dire qu'ils servaient de porte-parole au ministre des flics Sarkozy : ils ont permis à celui-ci de se donner un visage soi-disant plus raisonnable et moins raciste que le PS. Sarkozy s'est présenté initialement comme réticent à la répression contre ces jeunes femmes musulmanes - tout cela bien sûr pour faire passer ses propres mesures racistes comme équitables, antiracistes, anti-antisémites et motivées par l'intérêt commun.

L'Étincelle, la « fraction » de Lutte ouvrière, écrit ainsi dans sa revue *Convergences révolutionnaires* (n° 30, novembre-décembre 2003) :

« Face à quelques jeunes filles militantes et bien imperméables à l'enseignement laïque et féministe de nos doctes professeurs, nous nous devons de protéger les milliers d'autres qui ont besoin de tout, même de la loi, pour résister dans leur milieu à cette pression. [...] Ne pas les exclure [Alma et Lila] aurait été une défaite. La loi est donc nécessaire à un moment donné, comme elle peut être un point d'appui indispensable pour les filles qui veulent résister dans leur milieu. »

La réalité c'est que l'école est un pilier de la ségrégation raciste dans cette société capitaliste. La bourgeoisie ne voit aucun intérêt à former ces jeunes parce qu'elle n'a pas de travail à leur offrir qui pourrait lui rapporter des profits. Les jeunes femmes d'origine maghrébine sont parquées dans des CAP et filières de garage sans perspective d'emploi ; sans revenu indépendant ces femmes se retrouvent prisonnières de leur famille et souvent condamnées à attendre un mariage arrangé par la famille. C'est sur cette base que fleurit l'arriération religieuse, comme maigre consolation illusoire dans l'au-delà pour l'oppression bien réelle ici-bas en tant que femme, en tant qu'immigrée d'origine maghrébine, en tant que jeune d'origine ouvrière. Mais l'Étincelle reproduit les stéréotypes arrogants des enseignants petits-bourgeois

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) - (incluant *Spartacist*)
Hors Europe : 4,50 € (avion 6 €) - Canada : Cdn\$5

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

166

Chèques à l'ordre du *Bolchévik*
Ecrire au *Bolchévik*, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

qui se voient comme porteurs de l'égalité des sexes et de la laïcité républicaine, au-dessus des « extrêmes ». Dans l'*ABC du communisme*, les dirigeants bolchéviques Boukharine et Prébobrajensky décrivaient puissamment le rôle de l'école dans la société bourgeoise :

« La bourgeoisie comprend très bien qu'elle ne viendra pas à bout des masses ouvrières par la seule force brutale. Il lui faut aussi tisser, tout autour des cerveaux de ces masses, une fine toile d'araignée. L'Etat bourgeois considère les ouvriers comme des bêtes de somme : il faut que ce bétail travaille, mais qu'il ne morde pas. Par conséquent, il faut non seulement l'assommer et le fusiller dès qu'il mord, mais aussi le dresser, le dompter, comme le font certains spécialistes dans les ménageries. De la même façon, l'Etat capitaliste éduque pour l'abêtissement, l'abrutissement et la domestication du prolétariat, des techniciens, des maîtres d'école et des professeurs bourgeois, des prêtres et des évêques, des écrivains et des journalistes bourgeois. A l'école, ces spécialistes apprennent aux enfants, dès l'âge le plus tendre, à obéir au Capital, à mépriser et à haïr les révoltés [...]. »

Si le nombre de jeunes femmes musulmanes portant le foulard a augmenté ces dernières années, cela reflète directement la ségrégation et la discrimination racistes. Le voile est un symbole religieux et un symbole de la subordination des femmes ; certaines jeunes femmes l'adoptent maintenant en signe de solidarité avec leur communauté opprimée, et pour défier les sermons hypocrites qu'elles doivent « s'intégrer » dans une société qui ne leur offre que ségrégation raciste, terreur policière et un taux de chômage astronomique. LO et la LCR prétendent se soucier d'égalité pour les jeunes femmes musulmanes, mais ces organisations ne font que se joindre au chœur réactionnaire qui rend les opprimées responsables pour leur propre oppression et pour celle des autres.

Il faut lutter contre l'oppression spéciale de ces jeunes femmes. Il faut combattre les superstitions religieuses, qui se nourrissent de conditions de vie sans espoir et se présentent comme une consolation pour l'injustice et la misère. Pour mener cette lutte il faut mettre en avant un programme pour combattre les conditions objectives auxquelles ces jeunes font face : le racisme, la discrimination, la marginalisation économique. Il faut combattre la ségrégation raciste qui renforce toutes les vieilles traditions sociales oppressives qui pèsent tout particulièrement sur les femmes d'origine

immigrée. Pour les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leurs enfants ! A bas la terreur policière dans les cités-ghettos ! A bas la surexploitation et la précarité – Du travail pour tous avec un salaire décent pour tous ! Il faut syndiquer les non-syndiqués et les chômeurs ! Pour l'accès à l'éducation pour tous ceux qui le désirent : Pour l'accès libre à une université de qualité, sans droits d'entrée et avec des bourses suffisantes pour permettre de s'affranchir de la tutelle parentale ! Les professeurs bourgeois diront que ce programme n'est pas « réaliste ». Pourtant il s'agit d'une question de vie ou de mort pour des milliers de femmes. Il s'agit de préserver le prolétariat, la seule classe créatrice et progressiste, de la déchéance, de la démoralisation et de la ruine. Le capitalisme ne peut satisfaire ces revendications – eh bien qu'il périsse ! Libération des femmes par la révolution socialiste !

Antisémitisme et racisme anti-Maghrébins

Quand, au mois de novembre, un lycée juif orthodoxe a brûlé à Gagny en banlieue parisienne, la campagne de l'Etat français « contre l'antisémitisme » a redoublé d'intensité. Nous dénonçons cette hypocrisie de l'Etat français qui vient de rendre sa pension de haut fonctionnaire méritant à Papon, qui sous Vichy avait déporté près de 2 000 Juifs bordelais vers les camps de la mort nazis. Non seulement Chirac cherche à blanchir l'Etat français héritier du régime antisémite de Vichy, il cherche à donner un vernis soi-disant « contre l'antisémitisme » à ce qui n'est qu'une ignoble campagne contre les jeunes d'origine maghrébine. C'est non seulement faire preuve d'antisémitisme, c'est aussi enjoliver la bourgeoisie française que de la présenter comme contrôlée par un lobby sioniste ; en fait elle manipule cette question pour ses propres intérêts impérialistes au Proche-Orient et pour attiser le racisme anti-Maghrébins ici.

Lutte ouvrière s'est précipitée pour écrire un article sur Gagny dans son journal, disant qu'« en France des Arabes sympathisants de la cause palestinienne pensent devoir injurier ou agresser des Juifs, voire incendier une école » (*Lutte Ouvrière*, 21 novembre). Même les flics n'osaient pas ouvertement accuser la communauté maghrébine. Quant à nous, nous ne savons pas qui a fait cela. Il y a une montée de l'antisémitisme dans cette communauté, comme réponse réactionnaire à l'oppression anti-Arabs ici et à la campagne de la bourgeoisie française et du PS : cette campagne présente toute protestation contre les massacres de Palestiniens par l'Etat bourgeois sioniste comme une attaque contre les Juifs en général. En assimilant les Juifs, y compris les 500 000 Juifs français, à l'Etat d'Israël, les sionistes alimentent l'antisémitisme ici même. De même il y a eu une campagne hystérique contre un démagogue islamiste très connu dans la communauté maghrébine, Tariq Ramadan ; il est clair que cet individu est un obscurantiste religieux et un réactionnaire anti-femmes (même s'il est moins dangereux, car il a moins de moyens, que le pape Wojtyla), mais la presse et une partie de l'establishment politique, notamment des Verts, se sont acharnées sur lui pour avoir mis le doigt sur l'évidence qu'un certain nombre d'intellectuels juifs français comme Bernard-Henri Lévy sont devenus de dégoûtants sionistes. Quand Mouloud Aounit, secrétaire général du MRAP (qui s'oppose aux exclusions racistes des jeunes femmes portant le foulard), se fait agresser par « des individus casqués usant des méthodes propres à la Ligue de défense juive » (*le Monde*, 16-17 novembre), c'est à peine si cela fait un entrefilet dans la presse.



Une tombe juive profanée à Strasbourg, avril 2003. Le fascisme est l'expression extrême de l'antisémitisme et du racisme anti-Maghrébins de la bourgeoisie française.

Reuters

En fait *l'antisémitisme fasciste d'extrême droite est bien vivant et menaçant en France*. Mouloud Aounit a reçu un courrier signé « White Wolf » (loup blanc) avec une balle de pistolet et la menace « Juifs dehors » (*l'Humanité*, 19 novembre). *Le Monde* publie en date du 27 novembre un minuscule entrefilet sur la profanation de 7 tombes juives à Marseille avec des inscriptions de croix gammées et du sigle de l'organisation fasciste Ordre nouveau. Un autre entrefilet le même jour nous apprend qu'une mosquée de Dunkerque a eu sa porte incendiée et deux croix gammées inscrites sur ses murs le 25 novembre ; le lendemain un nouvel entrefilet rapportait qu'un homme avait été arrêté devant la synagogue de la même ville en possession d'un cocktail Molotov. Les fascistes sont l'expression extrême du racisme anti-Maghrébins et de l'antisémitisme de la bourgeoisie française.

Campagne électorale : aucun soutien à LO-LCR !

Dès le mois de juin 2003, LO et la LCR avaient commencé les manœuvres politiques pour un bloc électoral, ramenant ainsi le bilan de la grève en défense des retraites sur le terrain de la lutte parlementaire. Dans les grèves les travailleurs étaient restés enchaînés à leur propre bourgeoisie par l'intermédiaire de leurs directions syndicales pro-capitalistes, et par l'intermédiaire de l'« unité nationale » avec Chirac (contre Le Pen lors des élections présidentielles de 2002, puis contre Bush pendant la guerre contre l'Irak). Le point de départ pour que les travailleurs puissent lutter pour leur propre émancipation, c'est leur indépendance politique vis-à-vis de l'ennemi qu'ils doivent renverser, c'est-à-dire la classe capitaliste. Et pourtant c'est sur une question aussi élémentaire que butent nos opposants dans la gauche et l'« extrême gauche ». Les réformistes de LO et de la LCR propagent l'illusion qu'on pourrait changer les priorités de l'Etat capitaliste en faisant pression sur lui. D'une manière ou d'une autre, comme ils pensent qu'il n'est pas « réaliste » aujourd'hui de parler de la nécessité de développer une stratégie pour renverser les capitalistes, ils reviennent constamment à la collaboration de classes, c'est-à-dire une forme ou une autre d'alliance entre le mouvement ouvrier et la classe des capitalistes.

Le concept même de « la gauche » fait disparaître la division de la société en classes, en la masquant par une division entre forces de progrès (la « gauche ») et forces réactionnaires

(la « droite ») ; il pave ainsi la voie à la collaboration de classes avec la bourgeoisie soi-disant « progressiste ». Ainsi, les Verts, les Radicaux de gauche et les chevènementistes sont généralement considérés comme faisant partie de la « gauche », alors que ce sont des partis totalement bourgeois. Les Verts ont beau adopter à l'occasion des positions moins réactionnaires que les partis traditionnels de la classe ouvrière (par exemple, contrairement au PS, ils s'opposent à une loi visant à exclure les femmes voilées), ils ne se revendiquent pourtant ni de près ni de loin de la classe ouvrière et ne remettent en cause ni de près ni de loin le système capitaliste.

Le Parti communiste est dans une situation ambiguë. Il reste à juste titre largement détesté pour sa participation au gouvernement capitaliste de Jospin qui pendant cinq ans avait administré l'austérité aux ouvriers et le racisme. Donc le PCF se présente dans de nombreux cas avec des listes autonomes vis-à-vis des Verts et du PS... dans la perspective de fusionner au deuxième tour avec le PS et les Verts. Il a aussi mené des négociations avec le petit parti ultrachauvin de Chevènement - de même que la LCR dont une dirigeante, Carine Barbier, s'est faite élire au conseil municipal du Kremlin-Bicêtre en banlieue parisienne en 2001 sur une liste chevènementiste.

Maintenant LO et la LCR se présentent ensemble comme une alternative à la combinaison discréditée de la « gauche plurielle » de Jospin-Voinet-Gayssot. Lors d'une conférence fin novembre dernier la Ligue trotskyste a pris la position que « la liste LO-LCR semble tracer une ligne de classe dans la mesure où leurs candidats seront en concurrence avec les listes du PS-Radicaux-Verts au premier tour. [...] Mais c'est vidé de tout contenu par leur position sur le voile. » Nous disions que :

« La position de LO, non pas juste propagandiste mais, en tant que *fer de lance* de cette campagne du gouvernement, et le rôle des LO-LCR qui ont ensemble voté pour l'exclusion des filles qui portaient le foulard à Aubervilliers, traverse une ligne fondamentale pour nous : le besoin de combattre toute forme de racisme et de discrimination contre les minorités religieuses. Tout soutien à LO et la LCR en ce moment, même très critique, ne pourrait être vu que comme un soutien à leur campagne pour exclure les filles qui portent le foulard. »

C'est donc sur cette base que nous refusons de voter pour LO et la LCR. Bien sûr, LO et la LCR vont maintenant pleurnicher qu'ils ne voulaient pas de la loi Stasi, et la LCR va affirmer qu'elle était toujours contre toute répression administrative, mais leur campagne à Aubervilliers a joué un rôle décisif pour lancer toute l'affaire et cimenter l'unité nationale contre le foulard islamique. Après les grèves sur les retraites on pouvait penser que les élections tourneraient au désastre pour le gouvernement *et* pour l'ex-gauche plurielle, mais l'« extrême gauche » a objectivement contribué à changer les termes du débat qui s'est déplacé vers un plébiscite contre la communauté maghrébine.

Lutte contre le fascisme ou collaboration de classes ?

L'aile droite de la LCR proteste que cette liste commune remettrait en cause la ligne traditionnelle de la LCR depuis 30 ans de voter pour la « gauche » au deuxième tour des élections. Mais en réalité LO et la LCR sont tout à fait prêtes à soutenir cette même ex-gauche plurielle au deuxième tour des élections régionales le 28 mars (y compris ses candidats bourgeois ?), du moment que l'on peut agiter le spectre d'une victoire électorale du Front national. Et évidem-

Pour tout contact

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

tél. : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen Cedex 1

tél. : 02 35 73 74 47

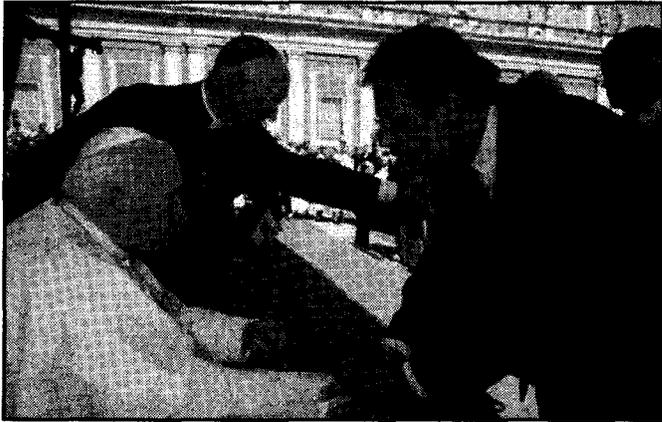
e-mail : ltf@webmails.com

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association

C.P. 6867, succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada

tél. : (416) 593-4138 e-mail : spartcan@on.aibn.com



Sans crédit

Miguel Rossetto (à droite), ministre du gouvernement capitaliste de Lula et camarade brésilien de la LCR, se fait bénir par le pape Wojtyła.

ment, étant donné le discrédit de Raffarin, tout le monde s'attend à un score monstre des fascistes de Le Pen aux prochaines élections. L'« unité antifasciste » est le prétexte classique dans ce pays pour justifier la collaboration de classes. En 2002 le PS, le PCF et la LCR avaient poussé l'ignominie jusqu'à soutenir le politicien capitaliste gaulliste de droite Chirac, alias Super-menteur, soi-disant pour stopper Le Pen.

Cette ligne politique est doublement fautive : d'abord, la bourgeoisie n'a pas pour l'instant besoin de se servir des bandes fascistes car sa machine d'Etat « démocratique » est tout à fait adéquate pour accomplir le boulot de répression et de terreur nécessaire pour mater la classe ouvrière. Les partis fascistes en Europe jouent en ce moment principalement le rôle d'un groupe de pression sur les partis qui administrent l'ordre capitaliste. Pourtant LO et la LCR utilisent la haine et la peur contre Le Pen pour les dévier vers le soutien électoral aux réformistes et la collaboration de classes. Pendant ce temps, quand il y a une véritable dangereuse provocation fasciste, comme par exemple tous les ans au Premier Mai où les fascistes paradedent dans les rues de Paris (en 1995 ils ont tué Brahim Bouarram lors du défilé), ni LO, ni la LCR n'envisagent une seconde la possibilité de chercher à mobiliser toute la puissance des syndicats et de la classe ouvrière pour chasser des rues cette racaille raciste.

De plus c'est en grande partie sous les auspices de partis sociaux-démocrates (comme le PCF en France) dans des gouvernements de front populaire que la guerre contre les immigrés a été lancée au niveau de tout un continent. Le but de cette guerre est de désarmer la classe ouvrière face aux attaques constantes contre son niveau de vie et face au chômage massif et croissant. Si d'après un sondage récent (*le Monde*, 10 décembre) 28 % des Français approuvent Le Pen sur la sécurité et la justice, et 23 % sur les immigrés, c'est

parce que le gouvernement PS-PC-Verts de Jospin a popularisé et légitimé ses idées en en appliquant des pans entiers : la Loi sur la sécurité quotidienne, votée sous Jospin après l'attentat du 11 septembre 2001, augmentait considérablement les pouvoirs des flics pour faire la chasse aux jeunes des banlieues. Sarkozy n'a fait que les pérenniser.

LO et la LCR annoncent que l'axe principal de leur campagne est contre le Front national. En fait, ils se positionnent explicitement pour récupérer les suffrages de ceux qui sont assez racistes pour pouvoir envisager de voter pour le FN ; en s'adressant à ces individus LO et la LCR font disparaître la question du racisme. Besancenot, en tant que porte-parole de la LCR, a ainsi déclaré dans *20 minutes* (30 octobre) : « Le FN bluffe. Il se fait passer pour l'ami des pauvres alors que tout dans son programme favorise la France d'en haut. C'est un parti dirigé par une famille de milliardaires. Ses idées continuent pourtant de progresser. Il existe une vraie course entre le "mouvement social" et le FN, notamment auprès de ceux qui ne vont plus voter. » Le Pen « se fait passer pour l'ami des pauvres » ? Ce n'est manifestement pas aux jeunes chômeurs d'origine algérienne que Besancenot veut faire croire cela ! Mais LO ne dit pas au fond autre chose quand Laguiller déclare : « Le Pen, ce démagogue milliardaire, parle d'insécurité sociale, mais les intérêts qu'il défend, ce sont ceux de sa classe » (*le Figaro*, 13-14 décembre) et « Ce sont les électeurs populaires trompés que nous voulons arracher à l'extrême droite » (*le Monde*, 14-15 décembre).

L'« extrême gauche » et la dictature du prolétariat

Lutte ouvrière et la LCR ont en réalité une plate-forme politique commune strictement réformiste, c'est-à-dire circonscrite à une perspective de réformer un capitalisme irréformable. La LCR n'a de révolutionnaire que le nom. Besancenot lui-même a déclaré à la télévision, devant des centaines de milliers de personnes : « Je suis tellement réformiste que je suis révolutionnaire » (*le Monde*, 30 novembre-1^{er} décembre). D'après une enquête publiée dans le même numéro du *Monde*, seulement 11 % des Français associent l'« extrême gauche » avec le mot « révolution ». Ce chiffre tombe à *trois pour cent* (!!) pour les sympathisants de l'« extrême gauche », qui pour 50 % identifient celle-ci à la réforme, 26 % à la révolte et 19 % à la contestation (*ibid.*)

C'est au Brésil que l'on voit en action les ambitions de la LCR. Leurs camarades brésiliens ont rejoint le gouvernement capitaliste de Lula, pour gérer et soi-disant pour réformer l'Etat : Miguel Rossetto est « ministre du développement agricole » dans un gouvernement qui a distribué moins de terre aux sans-terre que tous les gouvernements précédents, qui a fait emprisonner pendant des mois José Rainha, le dirigeant historique du Mouvement des sans-terre (MST), et qui donne l'impunité aux tueurs à la solde des latifundistes. Dans *Lutte de classe* (novembre), revue de Lutte ouvrière, on peut lire :

« Le 14 août, par le Tribunal suprême fédéral (la Cour suprême) annulait un décret permettant l'expropriation de 13.200 hectares au profit de quelque 500 familles – ce qui, provoquant en réponse l'occupation des terres, conduisait Miguel Rossetto à déclarer que « dans un Etat de Droit démocratique, les décisions de la Cour suprême doivent être respectées ». »

Meeting public de la LTF

Non aux exclusions racistes des jeunes portant le foulard !

L'oppression raciste et la lutte pour la libération des femmes par la révolution socialiste

Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

Le 12 février, 19h30

Au CICP : 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

(Bien sûr cela n'empêche nullement Lutte ouvrière de faire bloc avec la LCR.) Sans une figure « de gauche » comme Rossetto aux commandes il y aurait déjà eu une violente éruption sociale dans ce pays. Quand la bourgeoisie met des gens comme cela au gouvernement c'est pour empêcher ou détourner des soulèvements révolutionnaires, pas pour améliorer le sort des paysans ou des travailleurs. Nous sommes par principe opposés à la participation à un organe exécutif de l'Etat bourgeois, car ce serait prendre la responsabilité pour la répression contre les travailleurs et les opprimés, et y prendre part.

En tant que marxistes nous avons la compréhension que l'Etat se caractérise notamment par :

« l'institution d'une *force publique* qui ne coïncide plus directement avec la population s'organisant elle-même en force armée. Cette force publique particulière est nécessaire, parce qu'une organisation armée autonome de la population est devenue impossible depuis la scission en classes [...]. Comme l'Etat est né du besoin de réfréner des oppositions de classes, mais comme il est né, en même temps, au milieu du conflit de ces classes, il est, dans la règle, l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée. C'est ainsi que l'Etat antique était avant tout l'Etat des propriétaires d'esclaves pour mater les esclaves, comme l'Etat féodal fut l'organe de la noblesse pour mater les paysans serfs et corvéables, et comme l'Etat représentatif moderne est l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital. »

- Friedrich Engels, *l'Origine de la famille, de la propriété et de l'Etat* (1885)

C'est pourquoi les opprimés ne peuvent reprendre à leur compte l'Etat des exploitateurs, avec sa « force publique particulière » de flics, de soldats et de matons, pour le faire fonctionner à leur bénéfice : ils doivent le détruire et le remplacer par leurs propres organes de pouvoir, comme l'ont fait les ouvriers parisiens pendant la Commune, et surtout les ouvriers russes en 1917. Leur pouvoir se basait sur des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, les soviets, et ils avaient créé une nouvelle force armée, l'Armée rouge, pour défendre leur pouvoir contre les contre-révolutionnaires et les interventions impérialistes. C'est cela la dictature du prolétariat, par opposition à la dictature de la bourgeoisie.

L'Etat bourgeois français est resté le même, avec les mêmes flics et le même corps des officiers, que ce soit sous le Front populaire de 1936 (emprisonnement du père du nationalisme algérien, Messali Hadj), Vichy et la déportation des Juifs, la Quatrième République (« démocratique » en France, dictature militaire totalitaire en Algérie contre la guerre d'indépendance), ou aujourd'hui (expéditions coloniales sanglantes en Afrique, quadrillage policier des cités-ghettos). Il est tout à fait remarquable que, d'après le sondage cité plus haut, l'immense majorité des Français considèrent (à juste titre) que LO et la LCR n'ont nullement l'intention de remettre en cause la « force publique particulière » de l'Etat bourgeois français : il n'y a que 11 % des Français, et seulement 3 % des sympathisants de l'« extrême gauche », qui identifient celle-ci avec l'hostilité envers la police et l'armée (*ibid.*)

Maintenant LO et des groupes de jeunes sympathisants de la LCR (groupe Unité et révolution par exemple) se lamentent que la LCR ait renoncé à la dictature du prolétariat. Il ne s'agit en effet pas seulement d'une querelle de terminologie comme veulent le faire croire les escrocs politiques de

Débat militant à l'intérieur de la LCR (voir la colonne d'Yvan Lemaître dans *Rouge*, 11 décembre). Les camarades brésiliens de Besancenot ont montré en action, en prenant part à la dictature (« démocratique » bien sûr) de la bourgeoisie au Brésil, ce que cela veut dire. En réalité cela fait bien longtemps que la LCR est devenue *ennemie* de la dictature du prolétariat, et Lutte ouvrière aussi : dans les années 1980 ils ont pris part aux campagnes de guerre froide visant à détruire l'Union soviétique, que Trotsky définissait comme « la dictature du prolétariat quand elle est réalisée et même défigurée par la bureaucratie » (*la Révolution trahie*, 1936). Quoique dégénérée sous la férule d'une caste parasitaire de bureaucrates staliniens, l'URSS restait encore fondée sur la propriété collectivisée des moyens de production, c'est-à-dire l'expropriation révolutionnaire des capitalistes et des propriétaires fonciers issue de la Révolution d'octobre 1917 (voir notre article « La faillite des théories sur une "nouvelle classe" », paru dans *Spartacist* n° 33, printemps 2000).

Nous défendions l'Union soviétique de façon inconditionnelle, c'est-à-dire indépendamment de et en dépit de la politique du Kremlin. Nous luttons pour renverser par une révolution politique ouvrière la bureaucratie stalinienne qui mettait en danger les fondements révolutionnaires de l'URSS. Eltsine a finalement détruit l'Etat ouvrier et reconstruit un Etat capitaliste en 1991-1992. Une régression catastrophique marque maintenant l'ex-URSS, avec une diminution de l'espérance de vie et même de la population, l'explosion de la tuberculose et du sida, la misère et le chômage qui dévastent des régions entières. Mais la lutte pour défendre et étendre la dictature du prolétariat continue avec la Chine, le Vietnam, Cuba et la Corée du Nord, en dépit des déformations bureaucratiques de ces pays. Nous mettons en garde contre ceux qui protestent contre la renonciation de la LCR à la dictature du prolétariat mais qui partagent l'anticommunisme de la LCR vis-à-vis de l'URSS, de la Chine ou de la Corée du Nord.

Les contradictions des JCR

Les JCR, organisation de jeunesse de la LCR, se sont abstenues dans leur article de bilan sur le congrès de la LCR (« red », novembre), de protester contre la renonciation de la LCR à la dictature du prolétariat. Cependant les JCR se sont distinguées à la rentrée en prenant fermement position contre les exclusions racistes de jeunes femmes portant le foulard. Leur direction nationale a adopté une résolution lors d'une réunion le 4 et 5 octobre qui « se prononce pour l'accès de toutes et tous à l'école, contre l'exclusion des jeunes filles voilées et pour la réintégration immédiate et sans condition des jeunes filles en cas d'exclusion » (« red », novembre). Elles ont même organisé une manifestation publique à Aubervilliers pour protester contre l'exclusion d'Alma et Lila que la LCR était en train d'imposer (« les copains [profs à Aubervilliers membres de la LCR] ont voté l'exclusion », se félicitait Krivine dans *le Monde* du 14 octobre). Les JCR avaient aussi refusé, il y a deux ans, de faire activement campagne pour le vote Chirac (sans aller jusqu'à dénoncer clairement cette trahison de la LCR), et jusqu'à présent elles n'ont pas fait appel à voter « à gauche » contre la droite ou le FN. Alors que la LCR exigeait encore récemment (*Rouge quotidien* n° 2, 14 novembre) d'« imposer à nos gouvernants, en Europe, de prendre des sanctions contre le pouvoir israélien » les JCR se sont refusées ces derniers temps à soutenir les appels à « leur » propre bourgeoisie impérialiste et raciste anti-Arabs pour qu'elle inter-

vienne au Proche-Orient. Les JCR ont fait de multiples déclarations contre le racisme de ce gouvernement, et du précédent dirigé par Jospin :

« La récupération par le gouvernement Raffarin de la situation à Aubervilliers n'est pas due au hasard. Depuis plusieurs années, les politiques sécuritaires, racistes et répressives visent de plus en plus les jeunes de banlieue, les pauvres, les mendiants, les sans-papiers [...]. Aujourd'hui, cette politique s'applique en particulier à la jeunesse précaire d'origine immigrée. Le gouvernement de la "gauche plurielle" avait déjà ouvert le terrain avec la Loi sur la Sécurité Quotidienne, adoptée après les attentats du 11 septembre 2001, s'attaquant aux rassemblements de jeunes dans les halls d'immeuble ! »

- « red » n° 38, octobre (article non signé)

Si les JCR présentaient des candidats sur cette base-là, si elles étaient prêtes à se battre pour leur propre politique, nous serions prêts à leur donner un soutien critique. Nous savons parfaitement que les JCR n'ont pas un programme révolutionnaire, et nous ne nous privons pas de le dire, mais nous ferions campagne pour eux, parce qu'un vote JCR représenterait un moyen de s'opposer au plébiscite raciste contre la jeunesse d'origine maghrébine (le PCF était en gros contre les exclusions, mais il s'est empressé de déclarer qu'il ne ferait pas la guerre aux conclusions de la commission Stasi).

Mais évidemment les JCR ne prennent pas au sérieux leurs propres arguments. Leur nouveau numéro (décembre) commence déjà la campagne électorale avec un article « Soutenir les listes LO-LCR ! » qui déblatère sur trois colonnes comment ces listes seraient « les seules à avoir un programme de défense des intérêts des travailleurs, des femmes, des jeunes ». Comme les jeunes femmes portant le foulard ? La Gauche révolutionnaire (GR), basée à Rouen, a, de même que les JCR, pris la défense des jeunes femmes portant le foulard (sans jamais mentionner qu'il s'agit d'une campagne raciste pour les exclure). Ceci dit elle salive à la perspective d'un bloc électoral LO-LCR : « Ce cadre [donné par le "rassemblement large" au niveau électoral] ne serait pas le parti nécessaire pour gagner contre les gouvernements au service des capitalistes et aller vers le socialisme, mais serait un premier pas » (*l'Egalité*, septembre-octobre). Quelle valeur accorder alors à leur soutien à Alma et Lila, virées du lycée par LO et la LCR ?

La campagne des JCR (et de la GR aussi) pour les listes LO-LCR montre qu'elles servent objectivement de couverture de gauche à la politique ultra-réformiste de la LCR. Les JCR ne servent qu'à ramener les jeunes qui voudraient le plus sincèrement lutter pour le socialisme, derrière une combinaison parlementaire réformiste. Les jeunes des JCR se considèrent révolutionnaires, mais pensent que l'on ne peut construire immédiatement un parti révolutionnaire, et qu'il est nécessaire de passer par l'étape d'un parti « large ». Mais il n'y a pas de « troisième voie » : soit on lutte pour un parti prolétarien armé d'un programme révolutionnaire internationaliste, soit on construit un nouvel obstacle réformiste à cette perspective. Aujourd'hui les travailleurs se détournent du PS et du PCF, discrédités par les années Jospin ; ce que les LCR/JCR proposent c'est de construire un



Lutte Ouvrière n° 1846 - 19 décembre 2003



« Rapport de la commission Stasi Il faut permettre aux femmes de résister à l'oppression humaine à part entière. »

Si l'avis de la commission Stasi est suivi d'une loi, de nombreux enseignants qui ont été confrontés au problème ces derniers temps s'en réjouiront car ils auront à leur disposition un texte sur lequel s'appuyer pour s'opposer au port du voile à l'école. Ce sera aussi et surtout un appui pour toutes les jeunes filles qui veulent résister aux pressions sexistes qu'elles subissent, et qui attendent une aide de la société. Mais une loi ne vaut d'abord que par ce qu'elle contient et cela

La JCR croit-elle à ce qu'elle écrit et fait dans la rue, ou à ce pour quoi elle fait campagne électorale ?

nouveau parti réformiste moins discrédité, mais voué à faire le même sale boulot quand l'occasion se présentera.

Il y a cinquante ans Michel Pablo, prédécesseur d'Ernest Mandel et Alain Krivine (dirigeant de la LCR), avait détruit la Quatrième Internationale de Trotsky en se mettant à la recherche, déjà, de raccourcis pour construire un parti léniniste-trotskyiste. A l'époque il avait liquidé la section française de la Quatrième Internationale trotskyste dans le PCF ultra-stalinien. Et pour ceux qui se détournent du PCF à cause de sa position honteuse sur la guerre d'Algérie, une partie des pablistes s'est consacrée à construire le PSU réformiste de gauche, qui a terminé dans le PS. Les pablistes ont été à la recherche pendant les décennies suivantes de diverses « nouvelles avant-gardes ». Cela n'a pas amené la LCR bien loin mais a démoralisé des milliers et des milliers de jeunes militants qui ont abandonné la politique révolutionnaire au fil des ans. Maintenant la LCR pense qu'elle est au bord d'un tournant qualitatif. Elle a abandonné les références pour la forme au centralisme démocratique et à la dictature du prolétariat, elle s'est mise à voter directement pour le candidat principal de la bourgeoisie (vote Chirac en 2002), elle est parvenue au Brésil à rentrer dans un gouvernement capitaliste. Peut-être qu'elle va parvenir, en détournant les aspirations à plus de justice parmi les travailleurs et les opprimés, à construire un « petit parti populaire » auquel le PS réservera quelques strapontins dans le prochain gouvernement de collaboration de classes. Les jeunes qui se seront battus pour construire la LCR, dans l'illusion de réformer sa ligne, auront objectivement contribué à cette nouvelle trahison qui amènera de nouvelles déceptions amères et de nouvelles défaites.

Comme nous l'écrivions dans notre article « Ce qu'est le trotskysme et ce qu'il n'est pas » (*le Bolchévick* n° 160, été 2002) :

« Aujourd'hui, avec la contre-révolution capitaliste en URSS et en Europe de l'Est, et la campagne de la "mort du communisme", le marxisme n'est plus une idéologie reconnue par les ouvriers avancés comme allant de soi. Il y a un retour des vieilles idées qui avaient prouvé au moins depuis Octobre 1917 leur banqueroute, comme l'anarchisme. Il faut à nouveau motiver le marxisme auprès des ouvriers, des femmes, des jeunes et des opprimés qui veulent en finir avec ce système capitaliste d'oppression. C'est pour construire ce parti international de la révolution socialiste que nous luttons. »

Côte d'Ivoire...

Suite de la page 4

tionnaires en France : c'est l'importance stratégique de la question immigrée pour le prolétariat français. Les Africains originaires d'Afrique de l'Ouest, qui sont des centaines de milliers en France, constituent une proportion significative de l'immigration dans ce pays ; elle a un rôle stratégique à jouer dans la révolution socialiste ici. Les événements de Côte d'Ivoire ont un impact direct et profond sur tous les pays de cette région de l'Afrique et par voie de conséquence ils produisent des ondes de choc dans cette partie du prolétariat de France qui constitue une cible privilégiée pour notre propagande.

Le lien concret qui existe entre d'une part le prolétariat ivoirien et plus généralement africain et, d'autre part, le prolétariat français a été clairement démontré avec les charters de sans-papiers africains que le gouvernement revanchard de droite organise à un rythme d'enfer depuis plusieurs mois, en amplifiant l'arsenal de mesures racistes mis en place par les gouvernements précédents, notamment celui de Jospin. Rien qu'au premier semestre de 2003, 16 893 personnes ont été expulsées et 57 « vols groupés » ont été réalisés. Abidjan était l'une des principales destinations des premiers charters ; avec le premier charter Sarkozy on a vu à Abidjan des travailleurs ivoiriens, notamment ceux de l'ancienne compagnie Air Afrique, se mobiliser sur l'aéroport pour protester contre ces vols y compris en se confrontant aux forces combinées des flics français et ivoiriens. On peut imaginer l'effet qu'aurait dans les deux pays une action commune organisée à la fois à Paris et Abidjan pour empêcher ces expulsions : en France on empêcherait les avions de décoller et à Abidjan on les empêcherait d'atterrir s'ils arrivaient à voler.

La Côte d'Ivoire : bastion de l'impérialisme français dans cette région de l'Afrique

Du triple point de vue militaire, économique et politique, la Côte d'Ivoire est la pièce maîtresse de l'impérialisme français en Afrique de l'Ouest. Près de 4 000 soldats français y sont en opération et c'est là aussi que sont installés le plus grand nombre de ressortissants français sur le continent. Au cours des 40 ans d'indépendance formelle du pays, la domination politique de la France n'a jamais été réellement mise en cause. Celle-ci a trouvé en Félix Houphouët-Boigny - ministre du gouvernement français de 1956 à 1960 (pendant la guerre d'Algérie) et président-dictateur de Côte d'Ivoire de 1960 à sa mort en 1993 - un serviteur plus que zélé. Ainsi dès l'indépendance en 1960, Houphouët-Boigny s'oppose par son vote à l'ONU à l'indépendance algérienne qu'il présente comme un problème intérieur de la France. Il organise le soutien des Etats francophones africains à la France. Et plus tard il jouera systématiquement le rôle de gendarme régional au service de l'impérialisme français.

Et aujourd'hui l'impérialisme français et ses grands groupes installés sur le territoire ivoirien ont d'énormes intérêts financiers dans le pays. Selon l'hebdomadaire *Jeune Afrique Economie* (n° 346, 4-17 novembre 2002), « ce ne sont pas moins de 5 000 milliards de francs CFA [50 milliards de francs] que l'Hexagone brasserait par an en Côte d'Ivoire. Soit environ 75 % de la richesse produite. » Selon ce même journal, le secteur bancaire était encore récemment à 76 % entre les mains de la Société Générale, du Crédit Lyonnais et de la Belgoise ; ce sont des entreprises françaises qui détiennent

les activités sur l'eau, le téléphone et l'électricité. Le secteur du Bâtiment et travaux publics est largement dominé par Bouygues, l'activité portuaire par Bolloré qui gère aussi le chemin de fer entre Abidjan et Ouagadougou et qui contrôle ainsi les économies enclavées du Sahel ; la Compagnie fruitière détient 50 % du marché de la banane et de l'ananas ; enfin TotalFinaElf détient 25 % du capital de la Société ivoirienne de raffinage, laquelle contrôle plus de 50 % des marchés malien et burkinabè et se prépare à étendre davantage son marché. Au-delà de ces questions économiques, il faut souligner le rôle politique que jouent les ex-colonies françaises pour renforcer les positions de la France dans le jeu des rivalités interimpérialistes. Par exemple au moment du vote des résolutions sur la guerre d'Irak au Conseil de sécurité où siégeaient la Guinée et le Cameroun, ces derniers ont été démarchés pour voter pour la position de la France.

La Côte d'Ivoire constitue aussi un pôle économique régional important ; son PIB représente 40 % de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine), qui comprend la Côte d'Ivoire, le Niger, le Mali, le Sénégal, le Togo, le Bénin et le Burkina Faso. Tous ces pays utilisent la même monnaie : le franc CFA. Le franc CFA est une monnaie créée comme satellite du franc français et maintenant de l'euro. La France en garantit la convertibilité en devises internationales en contrepartie d'un contrôle quasi total des transactions extérieures : la Banque de France détient en effet 65 % des réserves de change des pays de la zone CFA. En janvier 1994 la France décidait de dévaluer massivement le franc CFA lui faisant perdre 50 % de sa valeur. Avant la dévaluation 1FF s'échangeait contre 50 FCFA et après la dévaluation il en valait 100. Les conséquences de la dévaluation du FCFA ont été catastrophiques pour les économies locales et un bonus pour l'impérialisme français : la valeur de la force de travail des travailleurs africains travaillant pour les sociétés françaises a été du jour au lendemain divisée par deux.

Grâce aux richesses agricoles dont dispose la Côte d'Ivoire avec ses vastes étendues de terres très fertiles ainsi qu'avec les cours mondiaux favorables du cacao et du café, le produit national a connu une croissance impressionnante dans les années 1960 et 1970 atteignant 16,5 % par an en 1977. La Côte d'Ivoire est ainsi devenue première exportatrice mondiale de cacao (assurant 45 % des exportations mondiales) et quatrième exportatrice de café. Elle exporte également une quantité substantielle de bananes, d'ananas et d'huile de palme, de même que du coton, du sucre de canne, du bois et du latex. Le port d'Abidjan se classe au premier rang dans toute l'Afrique de l'Ouest pour le transport par conteneurs. Dans le cadre d'une économie néo-coloniale, tous ces « progrès » sont à relativiser très fortement puisqu'ils n'étaient pas un signe de développement économique. Loin de là, la structure économique qui était basée sur l'agriculture et qui maintenait l'industrie à l'état



Afrique-Express

Le président ivoirien Laurent Gbagbo (à gauche) et Ibrahim Coulibaly (à droite)

embryonnaire restait très fragile ; de ce fait la croissance de l'économie ne se traduisait pas par l'amélioration des conditions de vie des travailleurs (par exemple le taux de scolarisation des enfants dans l'enseignement primaire n'atteignait pas 70 % en 1992 et ne l'atteint toujours pas aujourd'hui).

Dès 1978 les prix des deux productions clés (cacao et café) chutent de 30 % et, 10 ans plus tard, la dette extérieure dépassait les 8 milliards de dollars. A Abidjan on voit effectivement la décrépitude et la misère qui dévastent les quartiers pauvres. Les bus Renault cédés par la RATP une fois qu'ils ne sont plus aux normes à Paris commencent là-bas une nouvelle vie qui peut parfois durer des dizaines d'années ! Une autre chose qui frappe c'est le grand nombre de Français en poste dans les administrations comme conseillers dans les ministères et souvent bien plus près des centres de décision que les responsables ivoiriens eux-mêmes. En même temps on est frappé de voir dans les quartiers d'affaires autant de tours plus impressionnantes les unes que les autres (plus de 20 étages parfois), autant de villas extraordinairement luxueuses sur la Riviera, un grandiose pont nommé Giscard d'Estaing...

Mouvement de rébellion et clivage nord-sud

Le clivage nord-sud doit être compris sur plusieurs plans. Sur un premier plan évidemment il y a la simple accessibilité physique des zones du point de vue des colons : il leur a été plus facile d'atteindre et de « pacifier » les zones proches de la mer. Alors que les opérations étaient beaucoup plus risquées s'agissant des populations des zones éloignées des côtes. C'est ainsi que les zones côtières de la Côte d'Ivoire, du Nigéria, du Cameroun, du Bénin, du Togo, du Ghana, etc., qui ont eu un contact plus direct et prolongé avec les colons, sont à dominante chrétienne alors que les zones nord sont à dominante musulmane dans ces pays. De même les pays comme le Niger ou le Mali, qui sont enclavés et n'ont aucun accès à la mer, sont presque exclusivement musulmans. De ce fait les zones côtières ont généralement bénéficié d'un volume plus important d'infrastructures économiques et sont relativement plus prospères aujourd'hui en comparaison avec les zones plus arides et moins équipées du nord.

Mais il y a surtout le rôle direct du colonisateur français qui a organisé très consciemment l'oppression spécifique des populations du nord en particulier les Burkinabè - anciennement appelés Voltaïques. Pour mettre en valeur la Côte d'Ivoire, riche en ressources naturelles mais peu peuplée et où s'était installée une population de colons planteurs français, la France a eu recours à la population de Haute Volta - aujourd'hui Burkina Faso. Elle a fait cela grâce au régime de travaux forcés qui était mis en place par l'impérialisme français et maintenu pendant au moins une vingtaine d'années. Des millions de Burkinabè d'ethnie mossie ont été embarqués de force vers la Côte d'Ivoire et dans d'autres zones de colonisation pour travailler dans les plantations mais aussi pour les travaux d'infrastructure. Après les indépendances, cette migration vers la Côte d'Ivoire s'est poursuivie compte tenu du dénuement total dans lequel le Burkina était laissé. Ce petit pays de 10 millions d'habitants est dépourvu de toute potentialité industrielle et les populations sont censées survivre par l'agriculture ; mais le pays est aride à 80 % et il ne pleut que 2 mois par an ! Les gens s'occupent de leurs champs pendant ces deux mois, mais que peuvent-ils donc faire pendant le reste de l'année ? Eh bien ils émigrent chaque année par millions en Côte



Desirey Minkoh/AFP

16 septembre 2003, Bouaké : manifestation massive contre l'arrestation par Paris d'Ibrahim Coulibaly, dirigeant de la rébellion du Nord.

d'Ivoire où ils travaillent dans les plantations cacaoyères et caféières en tant que travailleurs saisonniers, ne revenant chez eux qu'au moment de la saison des pluies. Le lien entre le nord de la Côte d'Ivoire et le Burkina est substantiel.

A côté des populations mossies en provenance du Burkina Faso, la partie nord de la Côte d'Ivoire est constituée de Dioulas (terme signifiant originellement « commerçant » en langue malinké) composés en fait de plusieurs ethnies. C'étaient des populations commerçantes qui avaient fait partie des empires du Mali et autres et qui étaient historiquement, culturellement et religieusement totalement séparées des populations côtières. C'est la colonisation qui les a rassemblées par la force dans cette entité appelée Côte d'Ivoire. Il suffit de voir la carte en page 4 pour se faire une idée des principales ethnies et nationalités différentes, qui se retrouvent aussi de l'autre côté des frontières. Ces frontières ont été tracées artificiellement par les impérialistes, qui s'attachent à diviser pour mieux régner.

L'un des aspects politiques qu'a revêtu le mouvement de rébellion presque immédiatement fut la question de l'« ivoirité ». C'est effectivement cette question qui concentre les tensions existantes dans le pays en raison de la masse de gens concernés et de la profondeur des ressentiments. En Côte d'Ivoire, 26 % de la population est considérée comme étrangère (à titre de comparaison, en France la proportion d'étrangers dans la population est de moins de 6 %) et la moitié d'entre eux sont nés dans le pays ! En Côte d'Ivoire les immigrés n'ont même pas de reconnaissance sur le papier même s'ils vivent et travaillent dans le pays depuis parfois trois générations ou davantage.

L'explosion de la crise de l'« ivoirité » a pris son caractère le plus spectaculaire avec l'exclusion explicite d'Alasane Dramane Ouattara - originaire du nord et ancien Premier ministre - de la participation effective à la vie politique nationale du fait de sa « nationalité douteuse » ! Sous la houlette de Henri Konan Bédié qui venait de prendre la succession de Félix Houphouët-Boigny comme président de la Côte d'Ivoire en 1993, cette exclusion a été formalisée avec la rédaction d'une nouvelle constitution imposant des conditions drastiques pour être reconnu « ivoirien » (y compris de prouver par des papiers qu'on est de père et de mère ivoiriens, dans un pays largement analphabète et où la nationalité ivoirienne n'est elle-même apparue qu'en 1960 avec l'indépendance. Si vous êtes né dans les années 1940 ou 1950, comment dans ces conditions prouver que non

seulement vous, mais également votre père et votre mère étaient ivoiriens ?) Alors pourquoi cette fixation sur Allassane Dramane Ouattara, un bourgeois de la pire espèce ayant été plusieurs années vice-président du Fonds monétaire international et Premier ministre de Côte d'Ivoire, bras droit de Félix Houphouët-Boigny et le principal architecte de la campagne de privatisation du début des années 1990 ? Parce qu'Allassane Ouattara est vu comme un symbole de la population musulmane pauvre du nord du pays, classiquement citoyens de seconde zone dans l'imaginaire populaire du sud. Dans ces conditions, voir un Dioula briguer la présidence de la République c'est comme de voir un Maghrébin briguer la même fonction en France sauf que là-bas il avait beaucoup de chances de gagner les élections vu l'énorme proportion d'« étrangers ivoiriens » et le soutien international qu'il avait. C'est ce qui explique que les régimes qui se sont succédé n'ont pas varié sur ce point : le général Guéï, après son coup d'Etat de Noël 1999, a repris le concept de l'« ivoirité » de Henri Konan Bédié et à son tour Laurent Gbagbo l'a également maintenu.

Il y a un autre facteur plus immédiat qui a conditionné la crise de chauvinisme et de xénophobie. C'est le recours à l'agriculture extensive systématiquement suivi par l'économie de plantation depuis toujours. N'oublions pas que l'économie de plantation était au cœur de la prospérité de la Côte d'Ivoire puisque c'est elle qui lui fournissait la presque totalité des revenus d'exportation ; mais elle n'a pu réaliser cela qu'en utilisant l'agriculture extensive qui fonctionne de la manière suivante : on commence avec une superficie donnée que l'on exploite avec un minimum d'investissement ; une fois que le rendement commence à baisser du fait de l'épuisement du sol, on se déporte plus loin vers la forêt, on brûle et on défriche pour obtenir de nouvelles surfaces toutes fraîches où l'on plante de la même manière et ainsi de suite. De la sorte, les superficies exploitées augmentent sans cesse sans vraiment augmenter la productivité des terres. Au fur et à mesure de l'épuisement des terres les plus fertiles, la stratégie extensive est devenue de moins en moins efficace et les conflits fonciers ont commencé à s'intensifier entre différents groupes ethniques. La propriété terrienne était réservée aux colons baoulés (l'ethnie de Houphouët-Boigny) qui en excluaient les travailleurs originaires du Nord ; et le conflit s'intensifia avec la destruction finale de la forêt.

Il faut le dire clairement, il n'existe pas de nation ivoirienne. Toutes les idéologies construites sur ce concept sont réactionnaires et portent en germe le génocide de tel ou tel autre peuple ou groupe de population.

Troupes françaises hors de Côte d'Ivoire et de toute l'Afrique !

On a beaucoup entendu Jacques Chirac et Dominique de Villepin crier sur tous les toits qu'ils « s'opposent » à la guerre en Irak et qu'ils sont, avec Schröder et Poutine, dans le « camp de la paix ». Mais quand il s'agit de sortir les griffes pour défendre leurs intérêts contre les peuples qu'ils considèrent comme leur chasse gardée, ils n'ont franchement rien à envier aux George Bush et Blair.

En septembre 2002, après même pas quatre jours d'insurrection, les troupes françaises étaient envoyées en force en direction de Bouaké, la deuxième ville la plus importante de la Côte d'Ivoire, qui était aux mains des soldats rebelles. Selon le quotidien *le Monde* (24 septembre 2002), ces troupes étaient dotées d'avions de transport et

d'hélicoptères de manœuvre Cougar. Depuis lors la France a sans cesse augmenté le nombre des troupes, les portant à près de 4 000, et étendu la zone d'intervention. Les équipements comportent de l'infanterie, mais aussi des blindés légers, des hélicoptères et même de l'artillerie, sous la forme de mortiers lourds. L'opération baptisée « Licorne » comporte également des bateaux de guerre au large d'Abidjan et des avions de l'aéronavale qui survolent constamment le pays, notamment pour écouter les communications radio.

La présence militaire française est ainsi devenue le facteur principal dans la crise ivoirienne actuelle. C'est elle qui a stoppé la progression des rebelles vers le sud, leur descente sur Abidjan et la prise de contrôle total du pays. C'est elle aussi qui a stoppé la contre-attaque par les forces gouvernementales et imposé le deal de Marcoussis. Etant donné que les belligérants des deux côtés n'ont pas d'autre but que de se positionner comme les meilleurs agents de l'impérialisme contre leurs propres peuples, la France a pour l'instant réussi à s'imposer comme le chef de la partie : elle a supplanté toutes les tentatives diplomatiques régionales de médiation ; elle a réussi à amener les opposants à tenir des négociations sous sa houlette à Marcoussis en région parisienne et même à imposer un gouvernement d'« unité nationale ». Les masses ivoiriennes sont exténuées par cette guerre et par la dégradation économique qu'elle a causée. La majorité des gens ont donc accueilli favorablement la signature des accords. Mais c'est loin d'être gagné : même si les deux parties ont accepté de signer ces accords et accepté le principe d'un gouvernement d'« unité nationale », les frustrations sont immenses, la situation reste extrêmement fragile et les deux parties se lancent continuellement des accusations incendiaires.

Mais le prolétariat français doit savoir que l'interventionnisme militaire français n'est pas dans son intérêt : tout renforcement de la puissance militaire de l'impérialisme en Afrique est synonyme d'une intensification du pillage impérialiste des paysans et du vol des ressources naturelles de ces pays, qui ne fera qu'enhardir la bourgeoisie dans sa campagne d'exploitation contre son propre prolétariat. Le gouvernement capitaliste qui, en France, impose aux travailleurs les privatisations avec leur cortège de licenciements, qui supervise les fermetures d'usines en masse, qui taille dans les retraites, qui fait payer à la classe ouvrière la crise économique, et qui déporte les sans-papiers, est le même qui envoie ses troupes occuper son

Spartacist édition française n° 35 (printemps 2003)

Avec un article
« Femmes et Révolution »
en dernière page

1,50 €

(compris dans
l'abonnement
au *Bolchévick*)

Commande :

Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



ancienne colonie afin de perpétuer le pillage des richesses de ce pays par la classe capitaliste. Le lien est tout à fait clair.

Un récent article du *Monde diplomatique* (avril 2003) n'hésitait pas à faire le lien entre l'éruption de l'insurrection et le fait que la plupart des contrats des grands groupes français avec la Côte d'Ivoire arrivent à terme en 2004. L'article explique que Gbagbo avait eu l'idée de lancer des appels d'offres internationaux afin d'attribuer les nouveaux contrats sur une base concurrentielle alors que jusque-là les opérations étaient toujours conclues de gré à gré entre les entreprises de l'ex-puissance coloniale et les ministres corrompus des gouvernements ivoiriens successifs. « Menacées par l'irruption de cette concurrence, les multinationales françaises sont soupçonnées d'avoir encouragé à l'époque le général Guéï ("convié" à Paris quinze jours avant les opérations) à lancer son "coup d'Etat de Noël" en décembre 1999, et d'avoir cherché à fragiliser les gouvernements tentés par un rapprochement avec des intérêts anglo-saxons. » L'impérialisme français voulait donc donner un gros coup de semonce à Gbagbo pour réaffirmer qui est le maître à bord.

L'intervention militaire de la France en Côte d'Ivoire n'est que la continuation d'une série d'autres interventions sur le continent africain où elle a montré qu'elle est prête à tout, y compris au massacre de milliers d'Africains pour protéger ses intérêts ; la liste est trop longue pour l'énumérer ici. Kolwezi au Congo démocratique en 1978 où la célèbre Force d'Action Rapide était envoyée au cœur de cette région du Shaba, hyper-riche, soi-disant pour secourir les étrangers ; au Tchad en 1983 où Mitterrand lançait l'Opération Manta, forte de 3 000 hommes pour soi-disant préserver l'intégrité territoriale du pays face aux attaques rebelles ; au Rwanda en 1994 où l'armée française protégeait les milices sanguinaires Interahamwe de Habyarimana en plein génocide anti-Tutsis... et on ne parle pas ici des atrocités des guerres coloniales en Algérie, Madagascar, etc.

Impérialistes et hommes de main régionaux

La presse française a récemment fait état de l'intérêt accru des impérialistes, notamment américains, envers les champs pétrolifères de cette région d'Afrique. Selon la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement), les réserves pétrolières africaines sont estimées à 8 % des réserves mondiales et les USA sont activement en train de chercher à bâtir une stratégie d'accroissement de leur approvisionnement pétrolier en Afrique. Le pétrole du golfe de Guinée (Nigéria, Cameroun, Côte d'Ivoire), a plusieurs avantages pour les impérialistes : d'abord ce pétrole est deux fois plus proche par rapport au pétrole du Moyen-Orient : il ne faut que 7 jours pour acheminer le brut jusqu'aux raffineries de la côte est des Etats-Unis. Ensuite les gisements se trouvent majoritairement à des dizaines de kilomètres des côtes, c'est-à-dire à l'abri de troubles et aisément sécurisables par la marine américaine. Les groupes de pression pétroliers américains ont ainsi publiquement demandé l'installation en Afrique de l'Ouest d'un commandement militaire régional et c'est dans ce contexte qu'un gisement de pétrole important a été récemment découvert à Jacquville, à une trentaine de kilomètres d'Abidjan. Si pendant des décennies les Américains ont laissé les Français faire ce qu'ils voulaient en Algérie, en Côte d'Ivoire et ailleurs, c'était une concession sur la base du consensus antisoviétique ; tout ça est maintenant terminé

et on voit la résurgence des conflits interimpérialistes.

Si vous jetez un coup d'œil sur la carte de cette partie de l'Afrique vous pouvez vous rendre compte des forces en présence. Ce que cette configuration montre avant tout, c'est comment l'Afrique occidentale a été un terrain de confrontation majeur entre les impérialismes rivaux, essentiellement la France et l'Angleterre et aujourd'hui les Etats-Unis. On constate que toute l'Afrique orientale et australe, depuis le Caire en Egypte jusqu'au Cap en Afrique du Sud était dans l'escarcelle britannique. Quant à la France, elle s'était approprié le nord du continent ainsi que l'Afrique centrale (du Congo au Tchad en passant par le Gabon, le Cameroun, initialement colonie allemande, et la République centrafricaine). Et c'est à l'ouest du continent que le partage a été le plus serré : c'est en tous cas ce que révèle l'alternance de colonies britanniques et françaises, après redistribution des possessions allemandes : le Sénégal « français » est traversé en son milieu de la minuscule Gambie « britannique » ; la Guinée « française » jouxte deux pays anglophones, le Libéria et la Sierra Leone ; la Côte d'Ivoire est flanquée du Ghana anglophone lui-même bordé par le Togo, ex-colonie allemande récupérée par la France, tandis que plusieurs pays sahéliens relativement peu peuplés (Mali, Niger, Burkina Faso, Mauritanie et Bénin) sont censés faire contrepoids à l'immense Nigéria avec ses 120 millions d'habitants actuels (soit le quart de la population du continent).

Une autre caractéristique importante de ce découpage impérialiste est la façon dont les impérialistes ont taillé à vif dans les peuples pour former des Etats totalement artificiels qui leur convenaient sans la moindre considération de leur identité. Je prendrai un seul exemple pour illustrer ce point : les Haoussas. Ce peuple constitue environ 50 % de la population du Niger, soit environ 6 millions de personnes. Mais les Haoussas constituent également 50 % de la population du Nigéria voisin, soit environ 60 millions de personnes. Eh bien ! la frontière a été tracée lors de la fameuse Conférence de Berlin en 1885 sur la seule base de ce que les deux impérialismes considéraient à l'époque comme satisfaisant leurs appétits respectifs sans aucune considération de l'identité des peuples inclus. C'est ainsi que les Haoussas se sont retrouvés à cheval sur les deux Etats, de part et d'autre de la frontière, l'un français l'autre britannique. Les Haoussas du Nigéria, qui sont musulmans, sont ainsi obligés d'apprendre l'anglais pour communiquer avec leurs compatriotes d'autres groupes tels que les Ibos ou Yoroubas au sud qui parlent une langue différente et sont majoritairement chrétiens. De l'autre côté de la frontière, au Niger, les Haoussas sont obligés d'apprendre le français pour survivre et communiquer avec les Nigériens d'autres tribus. Par contre ils sont considérés comme des étrangers auprès de leurs frères Haoussas, musulmans comme eux, du Nigéria. Ce genre de situation se répète des dizaines de fois dans pratiquement tous les pays africains et c'est le cas en particulier en Côte d'Ivoire. D'ailleurs dans plusieurs tribus transfrontalières de cette région de l'Afrique, les structures traditionnelles ont survécu à ces subdivisions et se maintiennent souvent sans tenir aucun compte des frontières étatiques officielles : les chefs de canton continuent à traverser les frontières pour aller faire allégeance à tel sultan ou tel roi basé géographiquement dans le pays voisin.

Dans le cas du conflit ivoirien, trois ou quatre dictateurs de la région sont profondément impliqués dans ces conflits dont Blaise Compaoré, président du Burkina Faso et Charles Taylor, ex-président du Libéria. L'interconnexion entre les

guerres civiles au Libéria et en Côte d'Ivoire a des bases fondées sur les affinités ethniques. Mais aussi les impérialistes les alimentent en soutenant tour à tour et parfois simultanément des seigneurs de la guerre en conflit. Des tueurs à la solde de Taylor (que la France soutenait depuis 1989) sont apparus dans l'ouest ivoirien comme par hasard en pleine négociation de Marcoussis, ce qui a contribué à forcer Gbagbo à signer ces accords. De son côté Laurent Gbagbo appuyait les forces anti-Taylor du LURD (Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie) basées dans l'est libérien. Or le LURD avait beaucoup progressé militairement et menaçait d'emporter la capitale : Taylor avait donc une deuxième raison d'intervenir en Côte d'Ivoire : couper les bases arrières du LURD et sauver son propre pouvoir.

Les révolutionnaires n'ont pas pris de côté dans cette guerre fratricide

Les « accords de Marcoussis » ont plus ou moins gelé la situation et le rapport de force, mais ils ne peuvent pas même commencer à résoudre les problèmes. Le conflit peut repartir d'un moment à l'autre et prendre un caractère encore plus sanglant que la première phase qui a causé des milliers de morts. Je voudrais revenir sur la fameuse question de l'« ivoirité ». Dans ses « Notes critiques sur la question nationale », Lénine disait : « Sous le mot d'ordre de la "culture nationale", la bourgeoisie de toutes les nations [...] travaille *en fait* à la division des ouvriers, à l'affaiblissement de la démocratie, se livre à des transactions mercantiles avec les réactionnaires, à qui elle vend les droits et la liberté populaires. » Le concept même de l'ivoirité rentre parfaitement dans cette logique.

Les clivages ethniques étaient présents tout au long de l'histoire moderne de la Côte d'Ivoire, mais Félix Houphouët-Boigny avait réussi à les étouffer en distribuant les coups de matraque. Il distribuait les postes ministériels ou économiques à différentes factions et, comme le veut la règle de politesse, « on ne parle pas la bouche pleine ». Et c'est cela qui lui permettait de diviser pour régner en maintenant un équilibre entre les divers groupes et en empêchant l'émergence de groupes plus puissants que les autres. Et cela lui réussissait tant que la situation économique était bonne. Mais quand la manne économique s'est raréfiée et que les institutions internationales commençaient à pressurer le pays, les tensions ont pris un caractère aigu télescopant très brutalement les questions économiques et politiques. Le

système s'est effondré après la destruction de l'URSS et la mort du bonaparte. Fort logiquement les trois régimes qui se sont succédé après Houphouët-Boigny ont maintenu et développé ce principe de l'ivoirité comme moyen de trouver des boucs émissaires à la crise du capitalisme ivoirien : Bédié, Guéi et Gbagbo voulaient tous s'assurer qu'Alassane Ouattara ne serait pas éligible à la présidence tandis que ce dernier cherchait de son côté à préserver sa part du gâteau et il s'est servi de la rébellion quand l'occasion s'est présentée.

Il n'y avait pas, dans cette guerre entre la rébellion et les FANCI (Forces armées nationales de Côte d'Ivoire), de côté à prendre. Il n'y avait pas, en particulier, à soutenir la rébellion même s'ils essaient de présenter leur guerre comme une guerre menée « au nom des opprimés » et qu'ils invoquent en particulier leur lutte contre l'ivoirité. Dans leur déclaration commune en décembre 2002, les trois mouvements indiquaient leur plate-forme commune qui demandait :

- Le départ du pouvoir de Laurent Gbagbo ;
- L'organisation d'élections générales sous la supervision de la communauté internationale, y compris l'UE [Union européenne] et les « partenaires sociaux et économiques » de la Côte d'Ivoire ;
- L'élaboration d'une nouvelle constitution ;
- L'élaboration d'une nouvelle loi sur l'identification des personnes ;
- La révision de la loi sur le foncier rural ;
- Le rejet systématique de l'ivoirité sous toutes ses formes ;
- La constitution de commissions d'enquête internationales sur les exactions...

Il s'agit là clairement d'un programme bourgeois pur et dur avec appels explicites à la mainmise internationale par l'ONU, le FMI, l'UE, etc. : ils entérinent et reflètent la domination impérialiste. Que dire de ce soi-disant rejet de l'ivoirité ? Ces gens-là sont pris la main dans le sac car tout en proclamant ce rejet, ils réclament dans le même souffle l'élaboration d'une nouvelle loi sur l'identification des personnes. Est-ce que la victoire de la rébellion aboutirait à avancer les droits démocratiques des immigrés et des minorités en Côte d'Ivoire ? La réponse est négative. Que feraient-ils en cas de prise du pouvoir ? Avec leur « nouvelle loi d'identification des personnes », ils cherchent inévitablement à dresser les uns contre les autres les différents groupes ethniques et de façon certaine s'attaqueront d'abord aux immigrés. La deuxième question concerne la position vis-à-vis de l'impérialisme. Est-ce que la victoire de la rébellion serait une défaite pour l'impérialisme français ? Ici aussi la réponse est négative puisque, loin de se battre contre l'impérialisme, la rébellion est à ses pieds, pour preuve les accords de Marcoussis ainsi que la coopération avec les troupes françaises sur le terrain. Parlant du rôle de la France, le chef du MPC (Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire) rebelle affirmait que « La France veut sauver la Côte d'Ivoire ». De l'autre côté Gbagbo menaçait d'offrir la Côte d'Ivoire à l'impérialisme américain si Chirac ne le soutenait pas, lui, au moment même où Bush se préparait à attaquer et occuper l'Irak comme au temps des colonies.

Cette soi-disant « lutte » contre l'ivoirité est donc en fait une « lutte » de rivalité pour savoir qui va contrôler les richesses de Côte d'Ivoire pour les brader à l'impérialisme. Ce n'est pas en luttant pour que tel ou tel présidentiable bourgeois (en l'occurrence Alassane Ouattara) puisse tran-

Spartacist
South Africa
Publication de nos camarades
d'Afrique du Sud

**Abonnement pour
4 numéros : 3 €
incluant
Spartacist
(édition anglaise)**

Ecrire au :
Bolchévik, B.P. 135-10,
75463 Paris cedex 10

quillement faire carrière ou encore pour que tel ou tel groupe de militaires obtienne une part plus grande du gâteau du pillage impérialiste qu'on va défendre les droits des immigrés à vivre et travailler. Le MPCCI ne défend et ne peut pas défendre les droits des Ivoiriens d'origine immigrée. Par conséquent dans cette guerre nous ne sommes pour la victoire d'aucun des deux camps.

Pour la révolution permanente

Mais notre perspective ne se résume pas à prendre position dans cette guerre civile qui n'est pas notre guerre. Nous avons une issue à proposer aux masses opprimées et étouffées dans la misère en Côte d'Ivoire et plus largement en Afrique ; et c'est la perspective de la révolution permanente. Pour bien comprendre son applicabilité à la Côte d'Ivoire, il est important de comprendre la place du prolétariat dans ce pays.

La population ivoirienne est estimée aujourd'hui à environ 16 millions ; dans les décennies 1960 et 1970 qui sont aussi celles où la Côte d'Ivoire a connu l'époque de la soi-disant prospérité, c'est le secteur agricole qui avait créé le gros des emplois (près de 80 %). Pendant cette période considérée comme celle du soi-disant « miracle ivoirien » l'emploi moderne a effectivement été multiplié par 2,4 sur 15 ans, passant de 180 000 travailleurs en 1965 à 430 000 en 1980. Mais du point de vue du développement du prolétariat, cette croissance était assez insignifiante puisque le secteur dit « moderne » hors agriculture n'employait que 8 à 10 % de la main-d'œuvre et que le secteur informel en employait 25 %. De plus, les évolutions récentes ont vu diminuer encore davantage les emplois salariés dans le secteur agricole qui est de plus en plus basé sur l'extensif et sur le recours croissant à l'emploi dit « relationnel » ; c'est-à-dire que la main-d'œuvre est familiale ou semi-féodale.

Au niveau de l'emploi urbain, l'informel a largement pris le dessus. Les artisans et petits commerçants privilégient l'emploi de main-d'œuvre peu ou pas rémunérée - apprentis, aides familiaux - là encore au détriment de l'emploi salarié. Il n'y a pas de contrat de travail dans l'informel : si tu as la chance d'être rémunéré tu n'as pas de salaire fixe, mais tu es payé à un taux variable, en fonction des recettes que le petit entrepreneur perçoit. Comme il n'y a souvent

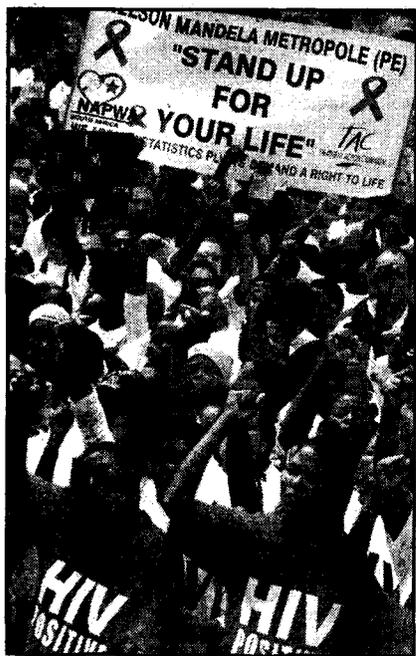
pas d'autre choix, on accepte. Aujourd'hui le salariat ne représente guère plus de 10 à 15 % des effectifs totaux du secteur urbain moderne, eux-mêmes représentant moins de 10 % des emplois totaux. Au total donc l'emploi moderne ne représenterait que 1 à 2 % des emplois.

Une grande partie de la population urbaine occupe donc de petits emplois informels. Tel par exemple un jeune homme qui achète cinq paquets de cigarettes à 500 FCFA et qui passe sa journée à les débiter, cigarette par cigarette, à 20 FCFA pièce pour gagner sa journée à 500 FCFA (moins d'un euro) ! Imaginez ça multiplié à des centaines de milliers de fois jusqu'à toucher 25 % de la population urbaine et vous commencerez à comprendre ce que représente l'informel là-bas.

La faiblesse quantitative et qualitative du prolétariat ivoirien est doublée d'une visible absence de concentration. Il n'y a pas d'usine de forte concentration ouvrière à Abidjan ou dans d'autres villes. Ainsi la plus grande entreprise industrielle du pays est une usine textile qui s'appelle COTIVO qui fonctionne depuis 1976. Elle était surnommée « le Mammouth » pour sa taille et ses ambitions ; pourtant elle ne compte qu'un peu plus de 1 500 ouvriers. A titre de comparaison on se rappellera le cas de la Russie d'avant la Première Guerre mondiale ; Trotsky observait que le prolétariat y était davantage concentré que dans les pays avancés : 41,4 % des ouvriers travaillaient dans des entreprises géantes de plus de 1 000 ouvriers contre 17,8 % aux Etats-Unis par exemple ; les grosses usines pouvaient compter jusqu'à plus de 10 000 ouvriers. La seule usine Poutilov par exemple comptait plus de 40 000 ouvriers en 1917. C'est ce type de concentration qui donnait sa puissance sociale au prolétariat russe même au milieu d'un océan de paysans. Quand il a pu se forger une direction révolutionnaire, ce prolétariat russe a été parfaitement capable d'entraîner cette masse de paysans derrière lui et de renverser le système capitaliste.

L'issue heureuse de la situation que vivent les masses ivoiriennes et africaines en général se trouve dans le programme trotskyste de la révolution permanente. Il y a généralement deux pièges à éviter en analysant le rôle du prolétariat africain : d'un côté se contenter de glorifier la combativité de la classe ouvrière nationale et minimiser sa faiblesse objective dans les rapports de force ; de l'autre minimiser l'action du prolétariat national qui n'aurait aucun rôle à jouer sauf à attendre la révolution internationale.

Dans une économie mondiale dominée par l'impérialisme, les pays néocoloniaux d'Afrique n'ont aucune chance de se développer de manière significative. La lutte pour la démocratie et le progrès social sur le continent exige nécessairement la révolution prolétarienne. Par ailleurs, en raison de la faiblesse du prolétariat national et de l'extension de l'impérialisme, un programme révolutionnaire n'a aucun sens s'il est circonscrit à l'échelle de la Côte d'Ivoire. Dans notre article sur le Nigéria en septembre 2002, nous reconnaissons que dans certaines parties du continent africain un prolétariat industriel n'existe que dans des poches marginales ; mais en même temps nous reconnaissons aussi l'existence d'un certain nombre de secteurs stratégiques du prolétariat industriel en Afrique subsaharienne comme par exemple : les ouvriers du pétrole au Nigéria et en Angola, les dockers et cheminots au Kenya ou les mineurs en Zambie et au Congo ; on pourrait ajouter les dockers d'Abidjan et San Pedro. Le défi d'un parti révolutionnaire internationaliste est précisément de transformer ces secteurs en un lien humain avec les mouvements ouvriers proche-oriental et sud-africain qui sont cruciaux pour une perspective révolu-



Benny Grool/AP

Manifestation en Afrique du Sud pour le droit des personnes infectées par le virus du sida à avoir un traitement médical.

tionnaire pour le continent entier. Mobilisées contre leurs exploiters capitalistes, ces couches d'avant-garde peuvent lancer une lutte visant à émanciper les hommes et femmes opprimés dans toute l'Afrique par la prise du pouvoir par le prolétariat et l'extension de la révolution socialiste vers les centres impérialistes. Il est clair que les impérialistes chercheront à écraser une telle révolution si elle a lieu, et on en connaît déjà les justifications toutes prêtes : « secourir les populations civiles », « stabiliser la démocratie », « préserver les ressortissants français », etc. Le combat pour le pouvoir ouvrier en Afrique subsaharienne doit donc être lié au combat pour le pouvoir ouvrier dans les pays capitalistes avancés. Des centaines de milliers d'ouvriers africains immigrés constituent une composante clé de plusieurs secteurs ouvriers syndicalisés et stratégiques du prolétariat en Europe. Ils constitueront le pont humain nécessaire pour étendre la révolution entre les deux continents. A cette fin la classe ouvrière doit forger une direction révolutionnaire constituée de partis d'avant-garde léninistes-trotskyistes, composants d'une Quatrième Internationale reforcée.

Qu'en est-il de la Côte d'Ivoire ? Bien que nous manquions d'informations précises et à jour, il est clair que ces dernières 20 années ont connu une agitation sociale certaine. Au premier plan ça a été surtout le fait des enseignants et des étudiants organisés dans la FESCI (Fédération des étudiants et scolaires de Côte d'Ivoire) qui se battaient surtout pour résister aux mesures anti-jeunes imposées dans le cadre de l'ajustement sectoriel du FMI et de la Banque mondiale (fermeture des résidences universitaires, suppression de bourses d'étude, etc.). On a également assisté à des mouvements de résistance contre les multinationales telles qu'Air Afrique, basée à Abidjan, où les employés ont essayé de défendre leurs emplois et de résister aux mesures oppressives notamment contre les femmes. Un certain nombre d'informations éparses font état de conflits sociaux ces dernières années : notamment une longue grève au Port autonome d'Abidjan menée par le Synadoci (syndicat des dockers de Côte d'Ivoire) qui s'est soldée par le licenciement de 600 grévistes ; en avril 2002, les travailleurs de la SOTRA (transport urbain) organisés dans le Synarso (syndicat des agents roulants et vendeurs de titres de transport de la SOTRA) observaient un arrêt de travail grandement remarqué.

Un parti ouvrier révolutionnaire chercherait à s'implanter parmi ces travailleurs avec un programme pour rallier l'ensemble des opprimés et avancerait, par exemple : tous les impérialistes, dehors ; contre les fomenteurs de pogromes, pleins droits de citoyenneté ; nationaliser la terre et la donner à ceux qui la travaillent (indépendamment de leurs origines ou « nationalité ») ; exproprier sans compensation les grands domaines côtiers et les grosses entreprises (qui sont d'ailleurs souvent aux mains des impérialistes français) ; contre les pratiques opprimant les femmes comme la polygamie et le crime de l'excision ; sur la question explosive du sida : traitement et soins médicaux de qualité et gratuits pour tous.

En Afrique et dans tous les pays néocoloniaux, la lutte pour la libération des femmes de l'oppression capitaliste et précapitaliste est une question explosive. Les nationalistes cherchent à unifier « la nation » en faisant appel aux institutions traditionnelles et aux symboles culturels qui, étant basés sur la famille et la religion, perpétuent de façon inhérente l'oppression des femmes. Une avant-garde prolétarienne internationaliste chercherait au contraire à être un « tribun du peuple » combattant toutes les formes de

l'oppression et de l'arriération sociale. Nos camarades de notre section sud-africaine ont consacré le premier numéro de leur journal (juillet 2001) à des articles sur la crise du sida. Dans l'introduction ils écrivent :

« A chaque pas la recherche pour des traitements contre le VIH/sida a été entravée par le système capitaliste dont le moteur est le profit et par les idéologies arriérées, racistes, anti-homosexuels et anti-femmes que ce système secrète. [...] Les tabous répressifs, la culpabilité et la honte sur les questions sexuelles, qui asservissent les femmes dans la famille bourgeoise répressive, jouent un rôle crucial pour saboter toute approche scientifique pour soigner le sida. En Afrique, comme dans d'autres parties du soi-disant tiers-monde, les femmes n'ont souvent qu'un contrôle très limité sur leur cycle de reproduction. Combien d'enfants avoir, avoir des relations sexuelles protégées avec des préservatifs : les femmes n'ont guère leur mot à dire sur ces questions. Le viol, ainsi que d'autres formes de violence sexuelle, contribuent aussi énormément à l'épidémie de sida. »

Ainsi la crise du sida met encore une fois en lumière le fait qu'il n'y aura pas de libération pour les masses opprimées d'Afrique sans des révolutions prolétariennes profondes, qui détruiront le système d'exploitation capitaliste des vautours impérialistes et de leurs agents locaux, et qui ouvriront la voie au développement socialiste.

Parmi nos opposants on notera que la LCR a publié un long article dans *Inprecor* (« Ajustement meurtrier de la "Françafrique" au néolibéralisme », janvier-février 2003). Posant la question de savoir si Laurent Gbagbo est anti-impérialiste, le journal répond « ce n'est pas évident » ! Ce qui manque, selon eux, c'est « une dynamique alternative (démocratique, non chauvine et anti-impérialiste sans illusions sur l'impérialisme états-unien), pouvant mobiliser le peuple ivoirien contre toutes les fractions en concurrence pour la gestion du néocolonialisme néo-libéralisé. » En d'autres termes ils restent dans un cadre capitaliste. C'est dans *Rouge* n° 1997 du 19 décembre 2002 qu'ils indiquent leur « solution » à la crise ivoirienne : « Imposer un embargo sur les armes, interdire l'emploi de mercenaires, menacer les propagandistes de l'ethnicisme, les médias de la haine, les recruteurs de milices d'être déferés devant une justice internationale » ! Ils font ainsi appel à l'impérialisme français ; surtout ils cherchent à nettoyer l'image par trop ternie de l'impérialisme français à cause de ses crimes en Afrique, ce qui est parfaitement conforme au vote Chirac qu'ils ont préconisé en 2002, vote qui ne pouvait être autre chose qu'un vote pour la « Françafrique ».

Quant à Lutte ouvrière, elle a un groupe de militants associé, l'UATCI (Union africaine des travailleurs communistes internationalistes). LO a dès le début utilisé le mot d'ordre correct de « troupes françaises dehors ! » Ils ont dénoncé les massacres dont sont victimes les populations minoritaires à Abidjan mais ils le font comme des commentateurs bourgeois qui n'avancent aucune perspective révolutionnaire, en particulier pas la perspective centrale de la révolution permanente. Le point crucial qui manque totalement chez eux c'est le lien avec le prolétariat ici. S'ils ne font pas ce lien c'est que cela imposerait de mettre au centre de la propagande parmi les ouvriers ici la lutte contre la terreur raciste ici.

Effectivement seul un parti véritablement révolutionnaire et internationaliste comme le nôtre dit clairement la vérité à la classe ouvrière et annonce clairement son intention de regrouper l'avant-garde autour d'un programme clair de renversement du capitalisme à l'échelle mondiale. C'est le but de la Ligue communiste internationale. ■

Foulard...

Suite de la page 24

qu'un isolement et une oppression encore plus profonds pour ces jeunes femmes. Leurs croyances religieuses ne peuvent qu'être renforcées si elles sont coupées de toute éducation publique. Nous défendons la laïcité et la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais le principe de la laïcité est dénaturé par l'Etat français raciste, anti-ouvrier et anti-femmes, quand on s'en sert pour attaquer ces jeunes filles musulmanes qui portent le foulard: la laïcité se base sur l'idée que l'Etat ne doit pas toucher aux croyances personnelles des gens. Le père d'Alma et Lila (et avocat du MRAP) a bien saisi l'hypocrisie de la campagne quand il a parlé des «ayatollahs de la laïcité, qui ont perdu le sens commun» (*le Monde*, 25 septembre). Cet opposant au voile, qui lutte contre l'exclusion de ses filles, dénonce fort justement la «double peine» qui les menace: «celle qu'elles portent déjà sur la tête, et celle qui les priverait du plus d'humanité que leur apporte l'école» (*l'Humanité*, 9 octobre).

LO ne défend pas l'exclusion des filles sur la base de la laïcité, mais principalement sur la base de «la défense des femmes». LO prétend que c'est pour leur bien qu'il faut exclure les filles qui portent le foulard: «Ce qui est en question, ce n'est pas le "droit" pour certaines de porter le voile, mais le droit pour des milliers de jeunes filles et de jeunes femmes de s'appuyer sur l'interdiction du voile pour riposter aux contraintes réactionnaires que voudrait leur imposer leur milieu» (*Lutte Ouvrière*, 19 septembre). LO prétend faire des écoles un havre de progressisme, mais cela ne résout rien à l'oppression des femmes forcées de remettre le voile dès qu'elles franchissent les grilles du lycée. En plus, la campagne de LO pour l'exclusion des filles de l'école renforce la ségrégation raciste qui est une source d'oppression de ces filles.

Les jeunes issus de l'immigration se trouvent en France sans emploi et sans avenir dans des cités-ghettos et donc ils cherchent une identité dans la religion. C'est notamment le cas d'Alma et Lila à Aubervilliers: leur père est juif athée et leur mère est kabyle, les sœurs ne fréquentent pas régulièrement la mosquée. C'est loin d'être exceptionnel: avec l'absence de toute perspective et le désespoir dans la société capitaliste, de plus en plus de jeunes se tournent vers l'islam. Ces jeunes femmes se tournent vers le refuge de la religion comme le «cœur d'un monde sans cœur» (selon l'expression de Karl Marx), comme une consolation illusoire dans l'au-delà pour les souffrances bien réelles subies ici-bas. Contrairement à ce que disent LO et la LCR, qui veulent faire croire que les filles comme Alma et Lila entrent dans une «logique militante» intégriste, la réalité en France c'est que dans nombre de cas ces filles mettent le foulard en réaction à toute la ségrégation raciste de cette société; l'islam est une religion des opprimés du ghetto. Même Alma et Lila insistent qu'«on ne le porterait jamais dans un pays où c'est obligatoire» (*Libération*, 22 septembre).

LO dit que certains groupes de gauche «en appellent au "droit" pour les jeunes musulmanes de porter le voile à l'école. S'y ajoute parfois l'argument selon lequel, faute de ce droit, elles ne pourront avoir accès à la culture, aux enseignements que délivre l'école. C'est en fait baisser les bras devant une pression réactionnaire» (*Lutte Ouvrière*, 19 septembre). La vraie pression réactionnaire en France vient de la bourgeoisie (qui d'ailleurs utilise et pousse les imams pour contrôler les ghettos), pas des jeunes filles qui portent

le foulard! LO suggère faussement que ceux qui s'opposent aux exclusions acceptent nécessairement le voile. Il y a effectivement des groupes qui ne croient pas que le voile soit un symbole d'oppression. Par exemple Socialisme par en bas (Speb) dit que «Le foulard islamique représente avant tout le symbole de la résistance à l'oppression religieuse et raciste» (*Islamisme et révolution*). Mais, contrairement à Speb, LO et la LCR, dans la LTF nous nous sommes toujours battus féroce­ment contre le voile et contre la réaction islamique, et nous continuons à le faire. Et c'est en Afghanistan qu'on a pu voir le plus clairement qui voulait sérieusement lutter contre l'oppression des femmes sous le voile.

Depuis des centaines d'années, le seul moment où les femmes afghanes n'étaient pas soumises à la *burka* étouffante, c'était dans les années 1980. Car en 1979 l'Union soviétique est entrée en Afghanistan à la demande de son gouvernement - un régime petit-bourgeois modernisateur qui voulait baisser le prix des femmes. Sous la tutelle de l'Armée rouge, les femmes afghanes étaient formées comme infirmières, enseignantes et soldats. C'est tout le contraire de ce que faisaient les capitalistes colonialistes français en Algérie, car l'Union soviétique était un Etat ouvrier. Malgré la domination politique d'une caste parasitaire stalinienne, le fondement social de l'URSS c'était l'expropriation des capitalistes et la collectivisation de l'économie, qui étaient incompatibles avec l'exclusion moyenâgeuse des femmes sous la *burka*. Contre l'URSS et le gouvernement afghan on trouvait les *moujahidins* anti-femmes, les mêmes qui sévissent de nouveau aujourd'hui. Les impérialistes des USA et de la France soutenaient et armaient ces réactionnaires islamistes, de Massoud aux talibans et à Ben Laden, qui voulaient revoiler de force les femmes et tuer le plus possible de soldats soviétiques.

A l'époque, LO a condamné l'intervention soviétique en disant que l'Afghanistan était comme le Vietnam, comparant faussement le viol du Vietnam par les impérialistes français puis américains avec l'intervention progressiste de l'Armée rouge en Afghanistan (*Lutte de classe*, 7 juillet 1980). Quant à la LCR, elle a écrit en 1988 que la chute du gouvernement afghan «constituerait en tout état de cause un moindre mal que la perpétuation de l'enlèvement soviétique en Afghanistan» (*Inprecor*, 11 avril 1988). Nous avions dit au contraire «Salut à l'Armée rouge en Afghanistan! Etendez les acquis [de la Révolution russe] d'Octobre aux peuples d'Afghanistan!» et nous nous sommes battus contre le retrait des troupes soviétiques en 1989. Le fruit de cette trahison des Soviétiques en Afghanistan c'est l'horreur qui existe là-bas aujourd'hui. N'en déplaît à ceux qui versent des larmes de crocodile sur le sort des femmes afghanes et sur la montée de l'islam dans le monde aujourd'hui, la réalité c'est que la chute de l'Union soviétique en est au fond la cause. LO et la LCR ont refusé de s'opposer à la pire racaille islamiste en Afghanistan dans les années 1980, et aujourd'hui ils se plaignent des islamistes en France! Et pourtant ces deux positions sont liées de façon très concrète: à l'époque comme aujourd'hui ils ont pris le côté de leur propre bourgeoisie française.

Pour pouvoir libérer les femmes non seulement du voile, mais de toute forme d'oppression, il faut se battre pour une révolution ouvrière qui seule peut en finir avec la base matérielle de l'oppression. Pour cela il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire. Un tel parti se battra dans l'intérêt de tous les travailleurs, et donc contre la terreur raciste et l'oppression des femmes. C'est le parti que nous cherchons à construire. Pour la libération des femmes par la révolution socialiste!

Foulard à l'école : Non aux exclusions racistes !

LO : fer de lance des exclusions

Nous reproduisons ci-dessous un tract de la Ligue trotskyste de France en date du 9 octobre 2003.

* * *

Le 24 septembre, deux sœurs d'un lycée d'Aubervilliers, en banlieue parisienne, ont été exclues de l'école pour le port du foulard, en attendant le conseil de discipline qui aura lieu demain. Ces exclusions tombent en plein milieu d'un grand débat, avec la commission Stasi mise en place pour étudier l'interdiction du foulard à l'école. Les Chirac et Raffarin feignent cyniquement de s'intéresser au sort des jeunes filles musulmanes. Tu parles ! Ils s'en inquiètent tellement qu'ils expulsent des centaines de musulmans, animistes et autres, pratiquement tous les jours par charters entiers ! Le gouvernement veut tellement se battre contre les islamistes qu'il a expulsé Nasr Eddine Bourrached, un porte-parole des sans-papiers à Perpignan, en l'envoyant fin août à une mort probable aux mains des intégristes en Algérie ! Le gouvernement s'inquiète tellement du sort des musulmans qu'il alimente le mensonge que tout musulman est un terroriste potentiel, avec Vigipirate, un plan de terreur raciste quotidienne. La Ligue trotskyste de France (LTF) déclare : **A bas Vigipirate ! Non aux charters ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! Non aux exclusions racistes des filles qui portent le foulard ! Pour la réintégration d'Alma et Lila au lycée !**

Ce n'est pas seulement la droite qui se bat pour l'exclusion des filles qui portent le foulard à l'école. Lutte ouvrière (LO) a été le fer de lance pour l'exclusion d'Alma et Lila à Aubervilliers. D'après *le Monde* (9 octobre), « Les professeurs membres de Lutte ouvrière plaident depuis la rentrée pour des sanctions immédiates. » LO fait campagne pour la même chose que le gouvernement, qu'elle le veuille ou non. LO salue les profs qui se sont battus pour l'exclusion d'Alma et Lila : « Eh bien, nous, nous approuvons les enseignants qui ont le courage de défendre cette position et nous souhaitons qu'il y en ait beaucoup dans ce pays. Et d'ailleurs, les enseignants ne devraient pas avoir besoin d'une excuse, pas besoin de se réfugier derrière une loi, leur vocation d'enseignant, leur conscience devraient suffire » (*Lutte Ouvrière*, 26 septembre). En d'autres termes, LO appelle les profs à faire eux-mêmes le boulot d'exclure les filles portant le foulard, en pleine campagne hystérique en France pour cela.

LO n'est pas seule dans la campagne pour exclure les filles. La LCR a des divergences internes, mais sur le lycée d'Aubervilliers, elle n'a qu'une nuance d'opinion avec LO : elle cherche à « éviter au maximum la descolarisation, l'expulsion », mais « nous ne voulons pas non plus exclure les sanctions si un dialogue n'est pas possible » (*le Monde*, 9



Lahcene Abib

Manifestation contre l'exclusion d'Alma et Lila, le 7 octobre, devant le lycée Henri Wallon à Aubervilliers

octobre). Le membre de la LCR continue : « Le problème, c'est que ces deux élèves-là vont beaucoup plus loin [...] Elles sont dans une logique militante. » Un prof de la LCR s'en prend même aux JCR (Jeunesses communistes révolutionnaires, organisation de jeunesse de la LCR) car les JCR ont la position correcte de s'opposer aux exclusions racistes (*le Monde*, 9 octobre). Ceci dit, cela n'empêche nullement les JCR d'être « politiquement subordonnées » à la LCR et de se préparer à faire campagne au printemps pour la liste électorale LO/LCR et donc pour leur politique. Que ce soit par une loi raciste de Raffarin ou que ce soit par les profs de LO et la LCR, le résultat est le même pour ces jeunes femmes, et c'est : « dehors ! »

Nous défendons Alma, Lila et toutes les filles qui portent le foulard, contre la réaction de l'Etat bourgeois et contre les profs et les autres qui cherchent à les exclure. En même temps, en tant que communistes, nous nous opposons au foulard et au voile qui représentent un programme social réactionnaire pour confiner les femmes dans la famille, dans la maison et dans une position de servitude (voir notre article sur « Les femmes et l'immigration en France », paru dans notre revue internationale *Spartacist*, édition française, printemps 2003). Notre opposition au voile et au foulard fait aussi partie des raisons pour lesquelles nous nous opposons aux exclusions : ces exclusions ne peuvent avoir pour résultat

Suite page 23